

Politis,
P

CHAQUE JEUDI

www.politis.fr

SOUSCRIPTION

SANS VOTRE SOUTIEN

POLITIS

VA DISPARAÎTRE

SAUVONS

POLITIS!

Un formidable élan

DOSSIER

Le parti socialiste
face à un choix
historique

**GAUCHE
ANTILIBÉRALE**

L'unité
est un combat

GONCOURT

« Les Bienveillantes »
de Jonathan Littell

IDÉES

L'École des Annales,
une histoire
intellectuelle

M 03461-0925 3,00 E

PRE-VISUALISATION
OFFSET

n° 925

3 €

Politis,

Un croisé de la décroissance

Face à la crise écologique, Nicolas Hulot
propose des mesures radicales.
Le programme d'un futur candidat
à la présidentielle ?



Pour la pluralité de la presse

Sauvons Politis !



Un formidable élan...

Il arrive que nous ayons en conférence de rédaction des débats plus passionnants que celui-là. Mais on a les débats qu’on peut, et, après tout, celui-là illustre bien nos soucis du moment. Je le résume en quelques mots : fallait-il ou non dès cette semaine barrer la une de *Politis* d’un énorme, d’un gigantesque, d’un unique « Merci ! ». J’étais pour. Un « merci » qui venait du fond du cœur. Un « merci » de toute notre équipe aux 5 767 lecteurs et amis qui ont envoyé leur contribution à la cause de *Politis* ; et à tous ceux qui nous ont encouragés d’une lettre, d’un mot, d’un geste, d’un blog, d’un lien avec leur site, d’un appel sur leurs ondes, ou d’une évocation à la fin d’une réunion publique. J’étais pour, en dépit de cet inconvenient qui fait de nous-mêmes la matière de notre journal, pour paraphraser Montaigne, alors que, par la force des choses, nous délaissions tant de sujets. Mais on me fit observer (Christophe Kantcheff et quelques autres) que ce « merci » pourrait sonner prématurément comme un cri de victoire. D’où un risque d’ambiguïté. Et la source d’une possible incompréhension. Car rien ne sera joué dans la bataille que nous menons tant que le tribunal de commerce de Paris n’aura pas rendu son jugement. Certes, nous aurons pu faire valoir, mercredi, lors de l’audience (j’écris mardi matin), que notre plan est entièrement financé. Nous avions atteint lundi soir la somme de 882 800 euros. C’était inespéré, même quand nous avons lancé comme un défi l’objectif du million. Ce financement est évidemment un argument décisif pour juger de la qualité et de la solidité de notre projet. Rappelons qu’il a aussi été rendu possible par l’apport de quatre gros souscripteurs qui seront les personnes physiques dans le capital de notre société (voir la présentation que nous en faisons la semaine dernière). Mais il est encore urgent d’attendre. Le jugement devrait intervenir avant le 15. D’où la prudence de mes petits camarades. Nous vous dirons « merci »... plus tard.

Nous avons donc fait notre une sur Nicolas Hulot... Avec cette fois un débat d’une autre nature. Est-il écologiste au sens où nous l’entendons ici, c’est-à-dire tout le contraire d’un « environnementaliste » indifférent à la question sociale ? Ou bien est-il un lobbyiste monomaniaque guetté par le syndrome

Waechter du « ni droite-ni gauche » ? Ce syndrome que nous avons tant combattu, nous qui pensons qu’on ne peut s’émouvoir des conséquences du dérèglement climatique si l’on n’attaque pas les causes. Et que la cause n’est pas seulement la bagnole, et certains comportements consuméristes, mais le système qui les conditionne et les sacralise. Les avis sont partagés. Et puis cette autre objection : Hulot a-t-il besoin de nous, lui qui fait la une de tous les journaux ? Nous avons conclu que *Politis* ne pouvait rester à l’écart. Comment l’hebdomadaire qui fut, dès 1988, avec Bernard Langlois, Jean-Paul Besset (que l’on retrouve avec plaisir dans ce numéro) et Fabrice Nicolino, le premier à créer une rubrique écologie permanente pourrait-il ne pas se saisir de ce débat, à sa manière, qui n’est jamais béate, mais critique, la question de la décroissance – car c’est bien de cela qu’il s’agit – étant l’une des grandes questions de l’époque ? Mais aussi une question complexe (comme de récents débats dans nos colonnes l’ont montré) qui met régulièrement aux prises plusieurs cultures de la gauche. Bien sûr, nous sommes plutôt « Bové » que « Hulot », gauche unitaire que « Deep Ecology ». Mais si Nicolas Hulot, quel que soit son parcours, contribue à secouer notre conscience collective, alors « vive Hulot ! ». Et, de toute façon, notre rôle n’est pas de décerner bons et mauvais points, mais de permettre à nos lecteurs de se forger une opinion.

La semaine prochaine, ou la suivante – quand nous serons assurés de l’avenir –, nous reparlerons de nos projets. Cette période de crise a été propice au dialogue. Au détour de petits mots d’encouragement assortis de chèques, nous avons pris note de quelques critiques. Nous en ferons bon usage. Nous aurons besoin de mieux vous connaître, et, en particulier, de savoir l’utilisation que vous faites d’Internet, ce que vous attendez de notre site. Et puis nous vous donnerons un certain nombre de rendez-vous, notamment autour de l’association « Pour *Politis* », qui va devoir vivre sa vie à nos côtés et permettre avec vous un dialogue permanent. Mais de tout cela nous reparlerons, car on ne peut imaginer que soit brisé le formidable élan de ces dernières semaines. Il a confirmé combien ce journal est nécessaire.

D. S

> Pour envoyer vos dons : merci de libeller vos chèques à l’ordre de : Association « Pour *Politis* » et de les envoyer à :

Association Pour Politis c/o Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.
P.-S. : les chèques reçus sont versés sur un compte bloqué. Ils seraient évidemment restitués en cas de malheur...

> ou bien d'effectuer un virement bancaire (compte ouvert au Crédit Coopératif, merci d’indiquer vos nom et adresse) :
- intitulé : « souscription Pour Politis » - domiciliation : CREDITCOOP PARIS NATION
- RIB : 42559 00008 21029405309 15
- IBAN : FR76 4255 9000 0821 0294 0530 915 - BIC : CCOPFRPPXXX

Du côté des lecteurs

Où en est la souscription ?



Une photo souvenir : cette petite fille s’appelle Camille, elle a maintenant 19 ans et toujours de saines lectures puisque je suis toujours abonné à *Politis* ! Abonné de la première heure, j’ai déjà souvent donné et je continue. Tenez bon, on est avec vous : mon chèque part aujourd’hui !

JEAN-ÉRIC

Avec mon fidèle soutien dans l’urgence, et dans l’espoir de ne repousser que très provisoirement les échanges d’idées ou les commentaires sur la politique éditoriale.

CATHERINE TABARD-KALCK

Demain, presque un million ! Je n’ai jamais fait aussi attention au chiffre qui monte, qui monte...

La bourse monte, descend ; les saumons, c’est mieux, ne peuvent pas aller en arrière. Je suis plus qu’avec vous tous, je vis avec vous. *Politis* représente beaucoup d’espoir. Le premier, c’est de se dire que nous sommes nombreux à vouloir une presse qui nous reflète. Et puis c’est superbe, tout ce monde qui reste accroché de toutes ses forces au roseau ! *Politis*, tu nous fais traverser un grand moment de vie politique.

Abonnés de la première heure, mais parfois, faute de temps, lecteurs de la dernière heure, nous vous apportons notre soutien en espérant ne pas trouver

l’échelle à saumons fermée...

Nous ne sommes pas toujours d’accord avec vous, et vous trouvons parfois trop « parisiens », vus de notre Basse-Bretagne natale. Mais nul n’est parfait. *Kalon vat ha ken ar wech all* ! (Bon courage et à la prochaine !)

Je suis fauchada (RMI), mais comme j’ai un blog je vous y ai mis un petit lien pour que mes visiteurs deviennent aussi les vôtres !

ANIBÉ

V’là que j’ai encore « procrastiné » ! Je vous lis depuis longtemps, j’ai souvent remis à plus tard l’abonnement (*le Monde diplo* et *le Canard* aussi, faut suivre, c’est des sous !). Mais bon, voilà que vous me faites le coup du mourant. Alors OK, j’m’abonne ! C’est déjà fait ! Mais tenez bon, hein ?

GUILLAUME

La France d’en bas pense à vous. Je vous envoie ma modeste participation. J’apprécie votre journal (la plume de Bernard Langlois), je l’achète de temps en temps, je me retrouve dans cette gauche multicolore, riche de ses différences. Merci de ne rien lâcher, la lutte continue...

J.-M. VERVEUR

Abonnée depuis 2003 (une grande année de combat !), j’ai décidé d’abonner ma fille de

20 ans, qui est à Sciences-Po, à Rennes, à la fois pour vous soutenir et pour lui assurer une solide formation politique et une ouverture efficace sur le monde.

Pourquoi ne pas proposer des « abonnements parrainages » sur une courte durée ? Par exemple, je pourrais abonner une de mes bonnes copines, dont je sais qu’elle vous apprécierait compte tenu de ses idées mais qui ne vous connaît pas. Elle recevrait *Politis* pendant un mois, afin de le découvrir, et je ne paierais qu’un seul mois d’abonnement...

MAEVA TUAL DECATOIRE, INSTITUTRICE À VANNES (56)

Souscription
Lundi 6 novembre, à 17 h, nous en étions à 882 800 euros

Courage, on va y arriver ! Pour aider un peu dans la dernière ligne droite, nous remettons au pot, avec un chèque de 500 euros.

G & G

Hauts les cœurs ! J’espère qu’il n’est pas trop tard : demain part un chèque de 150 euros pour alimenter le fleuve solidaire autour de « notre » journal...

Je refuse d’envisager que les difficultés de *Politis* soient le symptôme précurseur d’une logique ultralibérale encore aggravée, du tout-économique, comme un prurit sarkozien sur l’épiderme délicat de notre citoyenneté... Tenez bon, vous symbolisez l’indépendance et l’espoir, il nous faut prouver ensemble que ce monde peut changer.

DE « VIEUX ABONNÉS »

Je suis de près l’évolution de votre situation. Je ne suis pas ce que l’on peut

appeler une grande fortune ; cela dit, je suis près à chanter pour vous à l’occasion d’une soirée de soutien.

THOMAS PITIOT, CHANTEUR

Toute l’équipe de Guayapi vous souhaite de bonnes retombées financières. Nous souhaitons vraiment que *Politis* reste dans le circuit. Bon courage

CLARA MAHUL

En relisant l’article sur le début de *Politis*, je me souviens de cette gueule souriante sur la une du premier numéro, qui m’avait fait un clin d’œil pour que je cède à l’achat ! Puis à l’abonnement. Hélas, faute d’argent, je n’ai pu continuer mon abonnement. Mais j’avais gardé ma collection précieusement. Un incendie l’a détruite, à mon grand regret. Mais je garde ce sourire comme un défi et un espoir dans l’avenir et l’autre.

Je ne m’embarrasserai pas de grandes formules consacrées, et je n’aurai qu’un mot : Vivez !

NOËL, CHARTRES (EURE-ET-LOIR)

J’avais 17 ans, et je me souviens de cette fin d’après-midi où une belle gueule d’immigré débarqua à la maison sur ce joli « n° 0 ». J’en ai 36, c’est dire que j’ai passé la moitié de ma vie avec *Politis*, que je n’ai jamais quitté et qui ne nous a que rarement abandonnés, dans l’attente de quelque perfusion de ses lecteurs ! Pas question qu’on en reste là... Tiens bon, vieil ami, même au prix d’un enième sauvetage ! Le chèque part aujourd’hui !

JACQUES VINCE, VILLEURBANNE

NICOLAS HULOT

Un écologiste venu d'ailleurs

Avec son livre « Pour un pacte écologique », Nicolas Hulot brusque les habitudes, les modes de vie et les consciences. Sa démarche n'est pas précautionneuse. Ni politique, au sens étroit du terme. C'est un cri d'alarme.

Le globe-trotter solitaire veut désormais s'inscrire dans une démarche collective. Entouré d'une trentaine d'experts qui font autorité dans des domaines aussi variés que l'agriculture, l'énergie, l'économie, les transports ou la biodiversité, Nicolas Hulot fait son entrée dans le débat politique à six mois de la présidentielle. Son cheval de bataille est bien connu : l'écologie, le réchauffement climatique, la biodiversité. Celui qui se plaisait à « *découvrir les merveilles du monde, le sacré de la nature* », et en faisait profiter des millions de téléspectateurs à travers l'émission « Ushuaïa », veut jouer un rôle plus important, « *lassé d'être écouté gentiment par le sérail politique* ». « *Le temps est à l'action* », dit-il. *La fin de l'âge d'or du pétrole et du gaz bon marchés, cette crise écologique qui amplifie les crises latentes, ces malheurs qui touchent d'abord les plus démunis, l'improbabilité d'un grand soir technologique, doivent nous amener à une prise de conscience collective et individuelle pour opérer une grande mutation* ». Ce « pacte écologique », du titre du livre qu'il publie, est un appel à une mobilisation générale, à une véritable « *révolution* » mettant au premier rang des choix politiques et économiques la question écologique et le développement durable. Dans sa lettre ouverte au futur président de la République, il endosse le rôle de Cassandra, en soulignant cependant que les catastrophes sont déjà là, partout, tous les jours. « *Cette mutation est un devoir des pays riches, pas un luxe de nantis* ». Après les constats, les remèdes. Et là, la dose sera certainement dure à avaler. Parmi les nombreuses pistes et propositions, Nicolas Hulot surprend, tant certaines sont radicales.

Quel accueil, par exemple, l'opinion va-t-elle réserver à l'idée d'une taxe progressive sur le carbone et à celle d'une augmentation du prix du pétrole, qui pourrait porter le litre d'essence à trois euros, voire plus ? En souhaitant intervenir sur la demande, en voulant anticiper sur un marché instable, avec



Nicolas Hulot endosse le rôle de Cassandra.

« *des prix du pétrole en réalité très bas* », Nicolas Hulot propose tout simplement de rendre cette ressource inaccessible. Que vont en penser les automobilistes, les routiers, les pêcheurs, les petits artisans, les industriels ? On touche ici aux limites de l'apolitisme : n'est-il pas à craindre que seuls les « riches » puissent se payer leur ration d'essence ? Quel paradoxe qu'une mesure écolo qui transformerait la ville en terrain de jeu des 4x4 et des grosses cylindrées ! Un peu difficile est sa proposition de transfert des subventions de la Politique agricole commune (PAC) vers une agriculture plus propre, moins intensive, débarrassée des pesticides et intrants. Ici, le dispositif proposé va aussi dans le sens des intérêts des petits paysans. Mais, tout de même, comment revenir en peu de temps sur des pratiques agricoles – et tout le circuit de distribution et de consommation qui en dépend – installées

depuis les années 1960 ? Quelle sera la réaction des syndicats, des lobbies, de l'industrie chimique ? Idem pour cette économie « *circulaire et de fonctionnalité* » qui veut remettre les produits dans leur fonction de durabilité et favoriser la location et le partage. Sommes-nous prêts à changer nos modes de vie, de fabrication, à aller vers le mieux et non vers le toujours plus ?

C'est la grande évolution proposée par Nicolas Hulot et la substance de son pacte. Ses mesures ne sont pas populaires. Elles appellent à un changement radical, à un effort collectif, à ce devoir d'exemplarité que doit endosser la France, et, au-delà, l'Europe, face à l'ennemi invisible qu'est le réchauffement climatique. L'animateur de télévision un peu lisse se transforme en leader de la cause écologique. Sa popularité et son charisme arriveront-ils à faire passer dans les consciences et les pratiques ce « *changement de voie* » nécessaire ? Cette chance à saisir pour vivre autrement ? Ce sera, en tout cas, un des grands débats de l'élection présidentielle. Quant à la candidature éventuelle de Nicolas Hulot, elle dépendra certainement de l'accueil de son « *pacte écologique* ». Mais 600 000 Français ont déjà signé son *Défi pour la terre*. Un sondage le désigne comme le meilleur représentant de la « *défense de l'environnement* » aux yeux de 66 % des Français, loin devant Dominique Voynet (14 %) et José Bové (11 %) (1). On sait que l'opinion « *sondagi*ère » aime ces lobbyistes qui apparaissent comme des francs-tireurs. On peut redouter l'« *apolitisme* » de Nicolas Hulot, malgré le coup de pub éditorial. Mais on peut aussi juger que la cause défendue est plus importante que ces considérations.

PHILIPPE GAGNEBET

(1) Sondage Ifop-JDD réalisé les 2 et 3 novembre auprès d'un échantillon de 1 011 personnes.

Pour un pacte écologique, Nicolas Hulot, avec le Comité de veille écologique, Calmann-Lévy, 18 euros.



Paris inondé... Une image de synthèse extraite d'un film présenté à la Cité des sciences dans le cadre de l'exposition Climax, destinée à sensibiliser le public aux enjeux du réchauffement climatique.

« Il est temps de passer à l'action »

Avec son Comité de veille constitué d'experts, Nicolas Hulot interpelle les candidats à la présidentielle et propose des mesures pour opérer une grande mutation. Voici de larges extraits de son « pacte écologique », qui prend la forme d'une lettre ouverte au futur président de la République.

Nous sommes arrivés à un carrefour de crises : un péril écologique et social majeur guette l'humanité à échéance rapide et cette menace amplifie et accélère toutes les tensions à l'œuvre entre les hommes sur la planète. C'est une vérité effarante à dire et à reconnaître. L'irréversible est à notre seuil. Comment l'éviter ? Nous n'avons pas d'autre choix que d'engager une vaste mutation économique, sociale et culturelle s'appuyant sur une mobilisation collective. Je propose qu'elle s'organise autour d'un « *pacte écologique* ». Un nouveau contrat pour une nouvelle donne. Le moment est donc venu d'abattre vos cartes, mesdames et messieurs les candidats à la présidence de la République [...]. Comment répondrez-vous aux multiples défis du changement climatique, de la crise énergétique, de l'extinction des espèces, de l'épuisement des ressources, de la rarefaction et de la contamination de l'eau potable, des pollutions chimiques, des maladies émergentes et de leurs conséquences en matière de modes de production, de consommation, d'emploi, d'alimentation, de santé, de solidarité, de finances publiques, de fiscalité, d'urbanisation, d'aménagement du territoire, de transport, de logement, d'éducation, de fonctionnement démocratique, de recherche scientifique, d'immigration, d'aide aux pays du Sud ? [...]. Comment allez-vous faire de l'écologie le noyau dur du contrat collectif entre les hommes et les femmes de ce pays ? »

Le constat dressé sur l'état de la planète est accablant. Pour Nicolas Hulot, « *le temps du doute, du scepticisme et des polémiques est révolu* [...] même si, pour certains, « *savoir n'est pas croire* » [...]. Tout indique que nous nous trouvons

à la croisée des chemins. L'ère de l'abondance est terminée. Celle de la rareté des ressources naturelles s'annonce. Un pas de plus dans la mauvaise direction, et l'irréparable peut se produire [...] Nous sommes à la fois responsables et victimes. Responsables des avancées du progrès et victimes de ses conséquences perverses. [...] Cette croissance, à tout point de vue, n'est pas tenable. [...] Nous détruisons notre environnement à force d'en transgresser les limites. Jusqu'à la catastrophe ? » Dans cette lettre d'une cinquantaine de pages, émaillée de nombreux chiffres et exemples, Nicolas Hulot en appelle à une mobilisation générale, un effort collectif. « *Au temps de l'insouciance ne doit pas succéder, soudainement, celui de l'effroi. Une porte s'ouvre sur des circonstances exceptionnelles qui permettent de repenser la finalité de nos vies, de refondre des raisons d'être, de redonner du sens au progrès, de bâtir un espace commun de paix et de solidarité sur la planète.* [...] Le défi écologique nous fournit une occasion unique et une chance de réorienter tout cela positivement. »

Après le temps du constat et de l'analyse, vient celui, plus inattendu des propositions. Pour Nicolas Hulot et ses experts, « *l'enjeu dépasse infiniment la sphère économique et sociale, il concerne aussi et surtout le ressort de nos existences, à savoir une course à la puissance, à la vitesse et aux consommations de tous ordres, qui constitue une finalité humaine illusoire, autant qu'elle épuise les systèmes naturels* ». Son pacte écologique a pour ambition de modifier en profondeur, « *de révolutionner* » les systèmes économiques et

sociaux existants, surtout dans les pays développés, en prenant des mesures importantes dans les domaines de l'économie, de l'agriculture, de la fiscalité, des transports, de la santé, de l'énergie, du territoire, de la biodiversité, de la recherche et de l'innovation, et de la politique internationale. Et d'imposer à chaque individu de nouveaux comportements dans ses gestes quotidiens, sa façon de consommer, de se déplacer, de travailler... « *La rupture nécessaire passe essentiellement par le "moins" : moins de consommation, d'énergie, moins d'utilisation de matières premières, moins de déchets, moins de déplacements, moins de produits chimiques...* » Ce pacte veut engager « *la mutation vers une société de modération* ». Dans cet objectif, cinq propositions concrètes, applicables très rapidement, sont détaillées dans la seconde partie de l'ouvrage.

1) Mettre l'environnement au cœur de l'État avec un vice-Premier ministre chargé du développement durable. Revenant sur le rôle et les moyens dérisoires du ministère de l'Environnement ou de l'Écologie, « *qui avec 0,3 % du budget de l'État [...] ne s'apparente essentiellement qu'à une chambre d'enregistrement et d'application des directives européennes* », Nicolas Hulot veut créer ce poste de vice-Premier ministre « *responsable de l'insertion de l'impératif écologique dans l'ensemble des politiques de l'État.* [...] Il disposera de prérogatives clairement définies, d'une administration conséquente, pour impulser et coordonner son action ». Les préfets seraient placés sous la tutelle directe de

ce vice-Premier ministre. Parallèlement, le ministère de l'Environnement verrait ses moyens et fonctions largement augmenter.

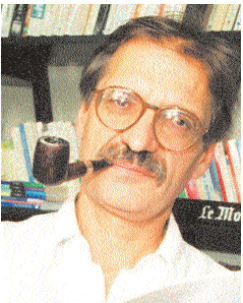
2) **Instaurer une taxe carbone en croissance régulière jusqu'à la réduction par quatre des émissions de gaz carbonique.** « Il nous paraît indispensable de mettre rapidement en place un instrument qui permette de provoquer une baisse volontaire de nos émissions de gaz carbonique et, par voie de conséquence, de notre consommation d'énergie fossile [...] afin d'atteindre en 2050 l'objectif de réduction par quatre de ces émissions. [...] Cette taxe viendrait s'ajouter à la taxe intérieure sur les produits pétroliers et serait applicable, de manière différenciée, à toutes les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) à proportion de leurs émissions de CO₂. Elle s'appliquerait à tous, administrations, collectivités territoriales, agriculture, pêche, industrie, services et ménages. Elle aboutirait à une augmentation importante du prix au consommateur des énergies fossiles. » Le litre d'essence à trois euros ? Le chiffre n'est pas cité, mais un plan d'accompagnement en faveur des ménages les moins aisés et des dispositifs fiscaux pour les entreprises sont énoncés.

3) **Offrir un marché à l'agriculture de qualité en réorientant les subventions agricoles vers une restauration collective à base de produits certifiés et de proximité, et en négociant une réforme de la PAC qui aille dans ce sens.** Servir dans toutes les cantines scolaires, les restaurants d'entreprise, d'universités, d'hôpitaux, de cliniques et de maisons de retraite, et les associations caritatives (soit 10 millions de repas par jour) des produits issus de l'agriculture biologique et/ou certifiée, c'est le défi lancé par Nicolas Hulot. Comment ? « Nous proposons que la manne financière des subventions agricoles de la PAC (12 milliards d'euros) soit progressivement transférée vers l'agriculture de qualité et certifiée (biologique, fermière, labellisée, d'appellation d'origine contrôlée), en lui ouvrant le marché de la restauration collective. »

4) **Soumettre systématiquement les questions du développement durable au débat public.** Imposer aux élus à tous les niveaux (local, départemental, régional, national) des débats en amont sur les questions de développement durable. Sa version de la démocratie participative.

5) **Promouvoir une grande politique nationale d'éducation et de sensibilisation à l'écologie et au développement durable.** Parallèlement à ces cinq propositions, des pistes sont mises en avant. Dans le domaine économique, c'est vers « une économie circulaire et de fonctionnalité qu'il faut s'orienter, en appliquant le principe des trois « r » : réduire, recycler, réutiliser ». En ce qui concerne les transports, le pacte écologique veut réinstaurer la vignette automobile, les péages routiers pour les poids lourds, des péages urbains, le bridage des moteurs. En matière de fiscalité, le principe du pollueur-payeur, du droit d'accès à l'environnement, les éco-taxes, l'instauration élargie de normes et standards, tendent à instituer un prix écologique à toute activité de production. La création d'une Agence nationale du patrimoine naturel, le soutien fort aux énergies renouvelables, la lutte contre l'étalement urbain, le principe de précaution et de prévention appliqué aux questions de santé et d'alimentation, la réorientation de la recherche vers des défis écologiques... sont quelques-uns des autres points forts du livre. Quant au nucléaire, Nicolas Hulot se prononce pour une sortie progressive, « même si cette énergie ne sera pas facilement remplaçable », qui aboutirait, après débat national, à un référendum.

PHILIPPE GAGNEBET



Jean-Paul Besset, ancien rédacteur en chef de « Politis », a coordonné le travail des experts qui ont collaboré à l'ouvrage. L'occasion d'évoquer le parcours et la personnalité de Nicolas Hulot.

ENTRETIEN

«Écologiste par expérience, non par choix idéologique»

Pourquoi avez-vous travaillé avec Nicolas Hulot ? **Jean-Paul Besset.** Après la sortie de mon livre *Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire*, nous avons constaté nos convergences, et décidé de réfléchir ensemble à des propositions politiques.

Pourtant, vos itinéraires ne sont pas les mêmes. Et alors ? C'est le cas de l'ensemble des contributeurs du Pacte. Nous sommes tombés d'accord sur l'essentiel, à savoir le constat d'une situation et l'urgence nécessaire d'agir quels que soient nos pré-supposés. Sans passeport idéologique. Pour nous, l'impératif écologique prime sur le reste. C'est une démarche collective, de convergence unitaire, pour tenter d'enclencher une dynamique populaire vers une métamorphose civilisationnelle.

Qu'est-ce qui fait courir Nicolas Hulot ? L'ardente obligation de mouiller sa chemise pour changer la donne. Quitte à écorner son statut consensuel. Nicolas est un homme ordinaire, avec ses convictions et ses hésitations, qui se trouve en situation, grâce à son image médiatique, d'incarner la cause écologique. Les circonstances ont fait que c'est lui, et personne d'autre, qui incarne le mieux cette

dimension et ce combat. C'est lui que les médias écoutent, c'est lui qui capte l'oreille des gens, c'est lui qui l'exprime le mieux. Il en tire les conséquences et veut secouer le cocotier.

Il incarne aussi TF1, EDF, le copinage chirakien... C'est la caricature que font ceux qui aiment à diaboliser, ceux qui ne lui ressemblent pas. Hulot est un homme libre qui a, progressivement, perçu les enjeux de l'époque. Il est devenu écologiste par expérience existentielle, non par choix idéologique. Son itinéraire en vaut d'autres. Avec l'outil télévisé, il montre, depuis vingt ans, la beauté du monde et la communauté de destin qui relie tous les êtres vivants. Or, c'est ça qui est en passe d'être détruit par l'évolution de nos sociétés. À sa façon, avec les initiatives de sa Fondation et en forçant la porte des cabinets ministériels, il a cherché à s'y opposer. Mais il a perçu les limites de son action. Comme grand témoin, il se faisait balader. C'est pourquoi il a décidé de passer à un autre stade, de devenir acteur en s'engageant dans la bataille politique à l'occasion de l'élection présidentielle. D'où ce livre, et cette campagne pour un pacte écologique.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE GAGNEBET



Manifestation à Paris, le 4 novembre, dans le cadre de la journée mondiale contre le réchauffement climatique.

Mauvais numéros

SOCIAL. Le fiasco des services de renseignement téléphonique illustre les limites du tout-marché.

UN AN D'OUVERTURE à la concurrence a suffi pour que l'on assiste à un effondrement des renseignements téléphoniques. « L'évolution du secteur est en train de montrer les limites du tout-libéral », a récemment commenté le syndicat SUD-PTT. Lancés en grande pompe et avec des budgets publicitaires colossaux, les numéros en 118 ont fleuri dès novembre 2005 et se disputent, depuis la disparition du « 12 », le 3 avril 2006, la totalité du marché. Lourdemment surtaxés, ces services se voulaient un nouvel eldorado pour les opérateurs d'annuaires. Mais, sur 26 numéros attribués, déjà près de la moitié des services ont fermé, comme celui de Free. « Les appels au 12 se perdent et ne sont pas récupérés, explique SUD-PTT, et le numéro du service universel (118 711) est totalement inconnu du public, France Télécom n'ayant pas fait de publicité autour. De plus, des appellations abusives de service universel sont utilisées sur Internet. » Anticipant la pagaille annoncée, l'UFC-Que choisir recommandait dès le mois de mars le recours à Internet, pour protester contre cette dérégulation. L'association de consommateurs juge sévèrement l'arrivée pléthorique des 118, « aussi divers dans leurs contenus qu'inégaux dans la qualité de service et opaques dans leur tarification ». Et de citer l'exemple de l'Angleterre, « où les consommateurs, perdus et excédés par l'attitude des annuairistes, appellent de moins en moins le service de renseignement universel ».

Fin octobre, l'autorité de régulation des télécoms (Arcep) a sobrement révélé l'étendue du désastre : les nouveaux services de renseignement téléphonique ont enregistré une baisse de 27 % des appels journaliers et une chute de 21 % des revenus au deuxième trimestre. Rien n'est dit des conséquences sur l'emploi. Outre la fermeture de Free, France Télécom a prévu de réaffecter « plus de la moitié du personnel qui faisait du renseignement, et ce depuis des années, à d'autres tâches et sur d'autres sites pour certains, fermant ainsi les dernières activités de l'entreprise dans certaines villes », indique SUD-PTT. Le syndicat réclame « un bilan sérieux et public de cette opération ». Il a peu de chances d'être entendu car cette situation de dérégulation est emblématique des traités européens depuis les années 1980, avec l'adoption de deux directives sur l'ouverture à la concurrence des services de télécommunications. Tout a commencé, en effet, par un *Livre vert sur le développement d'un marché commun pour les services et équipements de télécommunication*, élaboré par la Commission européenne en 1987. Il fixait l'objectif de favoriser le développement de services aux plus bas tarifs possible, par l'ouverture du marché. On en voit aujourd'hui les effets. Des leçons seront-elles tirées ? Pas sûr. Malgré le fiasco des renseignements téléphoniques, note SUD-PTT, « l'Assemblée nationale prévoit de remettre en cause l'appel d'offres obligatoire du service universel, parce que la concurrence jouerait parfaitement son rôle ».

THIERRY BRUN

L'unité est un combat

POLITIQUE. L'affluence était au rendez-vous du premier meeting de campagne de la gauche antilibérale. Même si certaines têtes manquent encore à l'affiche.



Lors de la clôture du meeting de campagne du rassemblement antilibéral, au Mans.

Reportage au Mans de Michel Soudais

COMME UN SYMBOLE. Pour leur premier grand meeting de campagne, les leaders du rassemblement antilibéral se sont retrouvés au Mans, lundi 6 novembre, dans la salle qui accueillit, il y a un an, le congrès du parti socialiste, dont tous critiquent le projet adopté depuis. Mais si l'an dernier les socialistes avaient installé leur scène au nord de « la Rotonde », c'est au sud que les représentants de l'Alternative unitaire – appellation sous laquelle le mouvement des collectifs unitaire et populaires va apparaître – ont planté la leur. Telles deux gauches qui se font face. Plusieurs intervenants à la tribune le rappellent aux 1 500 personnes venues les écouter, si l'Alternative unitaire fera tout pour battre la droite en se désistant si besoin pour le candidat de gauche arrivé en tête, cet engagement qui devrait être « réciproque », insiste José Bové, ne vaut pas accord de gouvernement. À destination de la LCR, qui feint d'en douter encore, Clémentine Autain enfonce le clou : « La gauche plurielle, c'est non et re-non ! »

Après les réunions de Saint-Denis et de Nanterre, qui ont permis aux différentes composantes du rassemblement de s'entendre sur une stratégie et un programme, ce meeting de pré-campagne, qui sera suivi d'une quinzaine d'autres, est destiné à lever « le voile de l'illusion » qui veut « faire croire que l'alternative est entre le libéralisme dur de Sarkozy et une opération de marketing social-blairiste teinté de populisme », suivant l'expression d'Éric Coquerel, du Mans. Cible principale des orateurs, après la droite et Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal fait l'unanimité contre elle dans cette gauche. Ses propositions emblématiques sont fréquemment dénoncées : la remise en cause de la carte scolaire, la retransmission des conseils des ministres, l'instauration de jurys

citoyens... Ne sont pas oubliées non plus la sacralisation de la valeur travail, ni la généralisation de la décentralisation « à la sauce Raffarin ». Elle « remet en cause l'égalité républicaine devant la loi », assure René Revol (PRS), qui dénonce aussi l'intention de la candidate de multiplier les visas saisonniers pour les immigrants, ce qui revient à les faire travailler sans avoir à s'occuper de leur femme et de leurs enfants. Yves Salesse s'en prend lui, au « langage de dame patronnesse » de la candidate du « blairisme en charentaises », qui, parmi « toute une série de mesures réactionnaires », a proclamé récemment son intention de « remettre les familles au carré ».

La douzaine d'orateurs qui se succèdent à la tribune se connaissent bien pour avoir animé ensemble la campagne du « non ». Une campagne modèle, dont ils voudraient retrouver la dynamique. Ils sont tous là. Enfin presque tous... Très remarquée, l'absence d'Olivier Besancenot est soulignée par plusieurs intervenants qui souhaitent que la LCR les rejoigne enfin. « Notre rassemblement doit être le plus unitaire possible », proclame José Bové, pour qui l'unité est la condition indispensable du succès. « Tous ceux qui ont participé à la campagne de 2005 doivent être à cette tribune », assure le syndicaliste paysan tout juste sorti d'une énième garde à vue.

Mais l'unité est un combat. Des collectifs créés par le PCF font polémique au sein du Collectif national, a révélé *le Monde* dans l'après-midi. Une enquête a même été confiée à Claude Debons. Le sujet est délicat. José Bové l'aborde sans détours : « Pour qu'on ait l'unité, il faut qu'on soit clair dans notre façon de fonctionner, dans notre façon de créer des collectifs. Il faut que toutes les forces y soient représentées et qu'on n'ait pas 700-800 collectifs pour se faire plaisir. Il faut vraiment que les collectifs soient l'émanation de toutes les forces ici représentées et tous ceux qui veulent changer vraiment la vie. » La salle applaudit, Marie-George Buffet aussi. L'autre sujet de désaccord porte toujours sur le choix du candidat qui figurera sur le bulletin de vote. Difficile de le taire quand cette candidature doit être arrêtée les 9 et 10 décembre. Pour José Bové, « le ou la candidate unique ne peut être le responsable de tel ou tel parti politique ». « C'est une question de lucidité », explique-t-il. En choisissant le porte-parole d'une organisation politique pour incarner notre rassemblement, prévient-il, « on oblitérerait une partie du mouvement ». « On donnerait le sentiment de rétrécir notre ambition », renchérit Christian Picquet (LCR, minoritaire). Cette fois, Marie-George Buffet n'applaudit pas.

M. S.

Reach, ultimes compromis

ENVIRONNEMENT. Dans une semaine, le Parlement européen débattrà en seconde lecture d'une version édulcorée du règlement de contrôle des substances chimiques.



Reach permettra l'enregistrement de 30 000 substances.

LE 15 NOVEMBRE, les eurodéputés devraient voter le règlement européen « Reach » (Registration, evaluation and authorisation of chemicals), ouvrant la voie à son adoption définitive avant la fin de la présidence finlandaise, en décembre prochain. C'est l'un des plus importants textes législatifs communautaires de ces dernières années : il met en place un système permettant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des 30 000 substances chimiques (un tiers du total) produites à plus d'une tonne par an dans l'Union. Et dont un millièm

à peine a fait l'objet d'études d'impact environnemental et sanitaire. Mais, après trois ans de débats, la version de départ a subi de nombreux affaiblissements. L'un des piliers du texte, sur lequel vont se prononcer les eurodéputés, est l'obligation faite aux industriels de se soumettre à l'enregistrement des substances qu'ils fabriquent afin que l'on puisse les tracer, de la production à l'usage, et fournir des données environnementales et sanitaires les concernant. Mais, déplore Greenpeace, plus de la moitié d'entre elles y échapperont, ne subissant que des contraintes allégées, notamment si elles sont produites à moins de 10 tonnes par an. En revanche, le gouvernement français, alors qu'il avait jusque-là contribué à affaiblir Reach, a récl

amé, avec succès, que les très préoccupants « produits organiques persistants » (qui s'accumulent dans l'organisme) fassent obligatoirement l'objet d'une procédure d'autorisation de mise sur le marché.

Cependant, le débat majeur, à Strasbourg, concernera le principe « de substitution » : il s'agit d'un mécanisme contraignant les industriels à retirer progres-

sivement du marché les substances les plus dangereuses, n'autorisant leur maintien temporaire qu'à la condition qu'il n'existe pas encore d'équivalent moins toxique et que leur utilité sociale soit établie. Les députés européens se sont montrés particulièrement attachés à ce principe, alors que le Conseil européen, qui a pouvoir de codécision pour l'adoption de ce texte, s'en tient à un concept fort libéral dit de « maîtrise valable ». À savoir : considérer que la publicité faite par les industriels aux recommandations d'usage des substances suffira à en maîtriser les risques. « C'est exactement ce qui avait été accepté en France avec l'amiante, souligne Yannick Vicaire, chargé des campagnes "toxiques" à Greenpeace-France. On connaît la suite... »

Un compromis avec le Conseil, qui permettrait une entrée en vigueur de Reach en l'état dès 2007, est-il accessible ? Un terrain d'entente possible pourrait être l'adoption d'une « obligation de responsabilité » (« Duty of care »). Mettant en acte le principe de « responsabilité environnementale et sociale » dont se prévaut le monde de l'entreprise, elle contraindrait les industriels à mettre tout en œuvre pour caractériser les impacts et la toxicité de leurs substances, même si elles accèdent aux dérogations négociées au sein du règlement Reach. L'affaire est cependant loin d'être gagnée. Notamment parce que la très puissante industrie chimique allemande, pivot de la résistance anti-Reach, n'a pas renoncé. Une enquête de Greenpeace (« Lobby toxique ») désigne même l'entreprise BASF comme le chef d'orchestre d'une vaste opération d'influence qui a gagné à sa cause les députés allemands (y compris socio-démocrates), et permis qu'ils décrochent une majorité des postes-clés de rapporteurs de commissions au Parlement sur le débat Reach.

Parmi les influences auxquelles sont soumis les décideurs, il faut aujourd'hui compter la vaste campagne mise en branle par l'Association pour la recherche thérapeutique anticancéreuse (Artac). En mai 2004, elle avait lancé un « Appel de Paris », affirmant la prépondérance des pollutions chimiques dans le développement préoccupant de nombreuses maladies contemporaines – cancers, stérilité, malformations congénitales, obésité, maladies du système nerveux, allergies. Il recueille aujourd'hui l'approbation des Conseils de l'ordre des médecins de tous les pays de l'Union, la signature de plus d'un millier de scientifiques (dont quelques prix Nobel), celle de 1 500 organisations et de 250 000 citoyens. Artac organise, le 9 novembre, un colloque international à l'Unesco, où sera dévoilé un mémorandum de 164 mesures (1). Destinées à lutter contre les épidémies de maladies environnementales, elles visent notamment à renforcer Reach, précise le cancérologue Dominique Belpomme, président d'Artac et moteur de la mobilisation. « Elles résultent du travail de 67 experts d'une dizaine de pays européens, ce qui leur donne beaucoup de poids. »

PATRICK PIRO

(1) Informations : 01 45 78 53 53, www.artac.info

La lutte mondiale

SOCIAL. La Confédération syndicale internationale espère peser sur l'économie mondiale.

LES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES françaises n'ont pas boudé ce rendez-vous avec la Confédération syndicale internationale (CSI). La CFDT, la CGT, la CFTC et FO ont assisté à Vienne (Autriche) au congrès fondateur de cette nouvelle organisation, qui s'est tenu du 1^{er} au 3 novembre. La Confédération mondiale du travail (CMT), organisation chrétienne, a en effet décidé d'unir ses forces à celles de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), laïque, et d'enterrer soixante ans de division. Les délégués de 154 pays ont ainsi adopté à main levée la naissance de la CSI, encouragée par Emilio Gabaglio, ancien secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats. Interrogé par *Politis*, Guy Rider, secrétaire général de la CSI et ex-secrétaire général de la CISL, estime que cette internationale syndicale « peut désormais parler d'une voix unie, donc beaucoup plus forte pour parvenir à [son] objectif : réorienter l'économie mondiale. Pour avancer vers cet objectif, nous devons convaincre nos gouvernements de voter notamment en faveur des droits fondamentaux des travailleurs au sein de l'Organisation mondiale du commerce ». L'argument de l'unité n'a cependant pas convaincu la Fédération syndicale mondiale (FSM), d'obédience communiste, désormais la deuxième confédération internationale après la CSI.

Installée à Bruxelles, la CSI veut défendre un « syndicalisme indépendant et démocratique », à la fois « unitaire et pluraliste », qui laisse sceptique Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, cofondatrice de la CISL. Celui-ci craint « les écueils et les dangers de l'organisation en tendances » dans une confédération qui rassemble 360 syndicats. À l'inverse, la CGT de Bernard Thibault, qui a quitté la FSM en 1995 et a été propulsée au rang des organisations fondatrices de la CSI, y voit un « stimulant ». Non affiliée à une organisation mondiale, la CGT occupera un siège de titulaire, aux côtés de la CFDT et de FO, au conseil général de la nouvelle organisation, qui comprend 70 membres.

Pour changer le cap de la mondialisation, Guy Rider revient sur le bilan de la CISL dissoute : « Le travail effectué par la CISL a eu un impact réel sur la question de la justice sociale. Il suffit de regarder au Chili, en Pologne et en Afrique du Sud. En ce qui concerne les institutions financières internationales, nous avons aussi pu obtenir des progrès significatifs, en parvenant à ce que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international changent d'attitude en faisant de la pauvreté une priorité et en conditionnant dorénavant les prêts au respect des droits fondamentaux des travailleurs. Même si, malheureusement, ces avancées sont évidemment insuffisantes au vu des nouveaux défis posés par une mondialisation économique qui produit massivement plus de perdants que de gagnants. » La nouvelle internationale se dit « capable de mobiliser les syndicats nationaux » pour « obtenir un rapport de forces favorable », malgré une mondialisation libérale qui a affaibli le syndicalisme.

THIERRY BRUN

À CONTRE-COURANT

Chaque semaine, un économiste à « contre-courant » du libéralisme dominant propose son analyse de l'actualité.

Le cercle des projets disparus



MICHEL HUSSON
Professeur à l'université Paris-Nord

Le Cercle des économistes vient de publier un bréviaire pour futurs candidats de gauche et de droite où sont exposées les contraintes dont ils devront tenir compte et les marges de manœuvre dont ils disposent (1). Le résultat est décevant, en raison de la médiocrité du livre, décousu et constellé

de coquilles (2) et d'incohérences. C'est surtout une sorte de catalogue de La Redoute des poncifs néo ou sociaux-libéraux : ne pas trop augmenter le salaire minimum, flexibiliser le marché du travail, repousser l'âge de la retraite, etc.

Plusieurs contraintes viennent délimiter le champ des variantes autour de cette pensée moyenne. La première est l'ouverture aux pays émergents. Le chapitre sur les délocalisations rappelle pourtant qu'elles ne pèsent que 5 % des suppressions d'emplois en Europe, et celui sur la mondialisation chiffre à 1 % les pertes d'emplois industriels en France liées au commerce avec les pays émergents. Pourquoi faudrait-il remettre en cause le sort de l'immense majorité des salariés ? D'autant plus que des politiques de gauche peuvent facilement faire la différence, par exemple au moyen de sanctions contre les entreprises qui délocalisent. Le livre en conclut pourtant à l'impérieuse nécessité de baisser le coût du travail pour faire face à cette concurrence.

Autre contrainte, l'Europe réellement existante : concurrence, mobilité du capital et des travailleurs, rigueur budgétaire. Le texte avance en creux une critique de la conception néolibérale de l'Europe, néfaste pour l'emploi et les droits sociaux. Mais cette critique ne prête pas à conséquence car « il ne sert à rien de bâtir des programmes économiques sur la disparition de ces règles ou contraintes ». Même chose pour la politique de la Banque centrale européenne : « on peut regretter » qu'elle ne s'intéresse pas à l'emploi et que les taux d'intérêt brident la croissance. On peut le regretter, mais on n'y peut rien changer : « Le mandat de la BCE ne sera pas modifié à court terme, pas plus que le traité de Maastricht. » Il n'y a

donc pas d'alternative à l'euro-libéralisme. Tout le reste découle de l'acceptation de ces contraintes auxquelles il faut « donner leur juste place ». Si on accepte de s'y soumettre, alors les marges de manœuvre sont effectivement à peu près inexistantes, et nous sommes condamnés pour l'éternité à une alternance entre droite néolibérale et gauche sociale-libérale. Et c'est là que le livre devient intéressant, à sa manière. Il donne une clé essentielle pour comprendre l'histoire récente, en France comme en Europe : certes, les politiques de gauche et de droite ne sont pas strictement identiques, mais, à moyen terme, elles apparaissent plus complémentaires qu'opposées. Il ne s'agit que de variations sur un même thème, où chacun apporte – ou plutôt retire – sa pierre, contribuant à un processus permanent de déconstruction des modèles sociaux. Et la dilution des idées de gauche s'explique, au fond, par l'acceptation préalable de ces fameuses contraintes.

L'autre avantage de ce livre est de confirmer qu'on ne peut rien changer si l'on accepte le double corset de la mondialisation et de l'Europe néolibérale. Les ruptures sont nécessaires, et elles sont aussi possibles. Or, tout en s'en défendant, le Cercle des économistes cherche à soumettre les choix politiques au dogme économique, sous prétexte que « les avancées de la connaissance ont progressivement vidé de contenu les conflits sur le fonctionnement de l'économie ». Mais ce n'est vrai qu'au prix d'une impasse totale sur la répartition des richesses, comme si la chute de la part qui revient aux salariés était une donnée intangible. La prétention des économistes à l'objectivité de leur science n'est donc en rien légitimée par le contenu de l'ouvrage, qui les expose à un effet boomerang. Si vraiment ils n'ont que ce tissu de banalités à proposer, alors qu'ils retournent à leurs études et qu'ils laissent les citoyens décider de leur destin et imaginer les voies d'un monde meilleur, ce que ces économistes-là ont manifestement renoncé à faire.

(1) *Politique économique de droite, politique économique de gauche*, Perrin.

(2) Ainsi, Patrick Artus n'hésite pas à écrire cette énormité : « En 2036, pour un Européen âgé de 20 à 60 ans, trois seront plus que sexagénaires. » Il fallait lire : « En 2050, pour un Européen âgé de 15 à 64 ans, un demi aura plus de 65 ans. »



Manifestation de l'Appo à Oaxaca, le 5 novembre.

Climat tendu

MEXIQUE. La contestation se poursuit à Oaxaca, mettant le pouvoir en difficulté.

RIEN N'EST RÉGLÉ À OAXACA. Des milliers de policiers fédéraux mexicains, encadrés par l'armée, ont fait tomber la semaine dernière, après de durs affrontements, les barrières montées par la population pour obtenir la démission de son gouverneur autoritaire et corrompu, Ulises Ruiz Ortiz. Depuis cinq mois, les enseignants en grève, les militants de gauche et nombre d'organisations sociales de cet État du centre du pays ont tenu tête aux forces de l'ordre, au prix de quinze morts, dont une la semaine dernière. Mais, malgré la répression, dès dimanche, ils étaient à nouveau des dizaines de milliers à défil

er pacifiquement dans la rue, à l'appel de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (Appo), pour exiger non seulement la démission d'Ortiz, mais aussi le retrait des forces fédérales. **L'armée a fouillé les véhicules** et entouré le centre-ville de barbelés pour éviter qu'il ne soit à nouveau occupé par les manifestants. L'Appo a demandé au Président mexicain, Vicente Fox, la mise en place d'une table de dialogue ayant pour unique objectif de trouver une solution politique au conflit. C'est-à-dire, avant tout, de faire en sorte qu'Ortiz quitte son poste. Cependant, au-delà de ce cas particulier, le mécontentement contre la politique libérale menée depuis 2000 par Vicente Fox nourrit la contestation, à Oaxaca et dans d'autres parties du pays. En outre, les conditions de l'élection à la présidence, le 2 juillet, du dauphin de Vicente Fox, Felipe Calderon, qui doit prendre le pouvoir le 1^{er} décembre, ont été dénoncées comme frauduleuses par le candidat de la gauche, Andres Manuel Lopez Obrador (Amlo), vaincu de peu. Depuis début juillet, ses partisans tentent de maintenir par l'agitation la pression sociale sur Calderon.

Vicente Fox a promis de régler le conflit d'Oaxaca avant son départ, dans moins d'un mois, mais il sera difficile d'êteindre ce foyer de contestation sans susciter d'agitation, ou sans paraître céder à la pression de la rue. Dans ce contexte tendu et incertain, les attentats commis dans la nuit de dimanche à lundi à Mexico ont de quoi inquiéter, car ils pourraient être exploités politiquement par le pouvoir. Des bombes ont explosé dans une agence de la banque canadienne Scotiabank, au tribunal électoral fédéral, qui avait rejeté les recours d'Amlo, et au siège national du Parti révolutionnaire institutionnel (opposition), dont est membre le gouverneur Ortiz.

DANTE SANJURJO

Dossier

L'élection du candidat socialiste pour la présidentielle n'a rien du prix de camaraderie. Non seulement parce que l'esprit de franche camaraderie n'existe plus depuis longtemps entre Laurent Fabius, Ségolène Royal et Dominique Strauss-Kahn, mais surtout parce qu'ils incarnent des orientations fortement divergentes qui engagent la nature même du parti socialiste.

CANDIDAT SOCIALISTE

Un choix historique

UN DOSSIER COORDONNÉ PAR MICHEL SOUDAIS

Le choix du candidat socialiste à l'élection présidentielle est tout sauf anodin. Et pourtant ! Lundi encore, à dix jours du scrutin interne par lequel plus de 180 000 adhérents socialistes doivent désigner qui de Laurent Fabius, Ségolène Royal ou Dominique Strauss-Kahn sera le champion du PS en avril 2007, François Hollande prétendait que ce choix n'était pas... politique. En effet, pour le Premier secrétaire du PS, qui s'exprimait dans *Libération*, il ne s'agit pas de choisir entre des « orientations » mais entre des « personnalités, qui, au-delà de leurs différences, porteront le même projet ». La course à la désignation se résume donc à un concours de popularité où il s'agirait de voter pour celui ou celle qui a la faveur des médias et la meilleure cote dans les sondages. À ce jeu, Ségolène Royal excelle. Elle ne convainc pas, elle plaît, et enregistre d'ailleurs plus de ralliements que d'adhésions. Elle n'explique pas ce qu'elle compte faire, elle se contente d'évoquer des valeurs et de manier des symboles dans une campagne laconique.

Il convient pourtant de tordre le cou à cette double imposture. Imposture politique puisqu'elle dépolitise un choix fondamentalement politique. Et cherche à faire croire qu'entre les trois prétendants, c'est bonnet rose et rose bonnet. C'est au lendemain du référendum sur le traité constitutionnel européen que l'entourage de François Hollande a conçu ce calendrier où le projet devait être arrêté bien avant la désignation du candidat censé le porter. Si la manœuvre n'a pas permis au Premier secrétaire de restaurer son crédit après son échec électoral au référendum, elle a néanmoins permis de faire oublier le débat



François Hollande espère que le vote sera « fondateur ».

d'orientation politique qui venait de diviser profondément les socialistes sur l'Europe. Celui-ci reste toutefois bien vivace. Non seulement les trois candidats développent chacun une vision de la relance européenne dans la ligne de leurs prises de position antérieure (voir page 14), mais leur discours sur les questions économiques et sociales n'est pas le même suivant qu'ils entendent inscrire leur action dans le cadre des orientations néolibérales de l'Union européenne ou s'y opposer.

Imposture institutionnelle, enfin. Car dans la logique des institutions de la V^e République, que l'instauration du quinquennat a encore renforcées, ce ne sont pas les élus de la majorité parlementaire – quand celle-ci coïncide avec la majorité présidentielle – qui décident de l'orientation fondamentale du gouvernement, mais le président de la République. Les premiers peuvent bien être élus sur un projet conçu par leur parti et approuvé par ses militants, ils ne sont pas décideurs. L'histoire politique récente en fournit maints exemples. Et tout indique que Ségolène Royal n'y ferait pas exception. En dépit du ralliement d'Arnaud Montebourg, son discours et sa campagne traduisent un alignement sur la logique présidentialisée de la V^e République : une personnalité s'impose par une relation directe avec le peuple, au-delà des partis.

Pour les adhérents socialistes, la question n'est pas tant de choisir entre trois porte-parole d'un même projet, dont Mme Royal assure déjà qu'il « n'est pas le petit livre rouge », mais de trancher entre des visions différentes de la politique, des institutions, de la société française, de la construction européenne, ou de la mondialisation. L'enjeu est historique. François Hollande le sait si bien qu'il ne peut s'empêcher de vendre la mèche. À mots couverts. Dans l'entretien qu'il a accordé à *Libération*, le compagnon de Ségolène Royal espère que « le vote du 16 [novembre] et si nécessaire du 23 soit fondateur ». Si ce choix peut être fondateur, c'est bien parce qu'il pourrait accoucher d'un Nouveau Parti socialiste, comme la désignation de Tony Blair, il y a douze ans, avait précédé la fondation du New Labour.

MICHEL SOUDAIS



Le 14 avril 1981, François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, et Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, chantent l'Internationale lors d'un meeting à Belfort.

Relevé de divergences

Au-delà de la référence incantatoire au projet socialiste, auquel chaque candidat assure être fidèle, Laurent Fabius, Ségolène Royal et Dominique Strauss-Kahn se distinguent sur de nombreux points.

Ils sont tous des candidats du projet du PS. Du moins le clament-ils. C'est ainsi que l'on a vu ces derniers temps Ségolène Royal multiplier les références à François Mitterrand, à Jean Jaurès et même à Léon Blum, dont elle a fleuri la tombe dernièrement. Mais, si la partition est la même, il y a plus que des nuances dans l'interprétation qu'en donnent ces solistes. Laurent Fabius se veut le plus fidèle, avec toutefois la volonté affichée d'enrichir un texte manquant selon lui d'engagements clairs. Dominique Strauss-Kahn se présente comme l'homme d'une « social-démocratie moderne », ce qui le conduit à négliger quelques lignes, jugées non essentielles ou de pure forme. Le retour d'EDF à 100 % public n'est pas pour lui une priorité. Quand le programme socialiste veut « étendre le bénéfice des 35 heures à tous les salariés », lui assure qu'il faut les « laisser en l'état ». Ségolène Royal, toute à sa volonté de donner à la France un « désir d'avenir », sa marque de fabrique, met plus volontiers en avant ses concepts-clés – l'« ordre juste », la « République du respect », la « démocratie participative », la « sécurité durable », les « citoyens-experts »,

l'« intelligence collective », etc. –, renvoyant ses auditeurs au projet socialiste pour les détails. Si quelques polémiques notoires opposent les trois prétendants socialistes (l'encadrement militaire des primo-délinquants, la suspension des allocations familiales, les 35 heures, la carte scolaire...), ce ne sont pas les seuls dossiers sur lesquels s'affrontent leurs conceptions politiques divergentes. Nous en examinerons quatre, relativement emblématiques.

LE POUVOIR D'ACHAT

La stimulation du pouvoir d'achat, particulièrement pour les salaires modestes, est l'un des axes du projet du PS, qui veut notamment porter « le Smic au moins à 1 500 euros bruts, le plus tôt possible dans la législature ». Les modalités de ce coup de pouce sont néanmoins très discutées, les trois candidats n'ayant pas la même approche. S'il est élu en mai 2007, Laurent Fabius, qui veut faire de la hausse des salaires et pensions « la priorité » de la gauche au pouvoir, augmentera « immédiatement le Smic de 100 euros », moyennant des allègements de cotisations sociales pour les entreprises de moins de 50 salariés. L'ancien Premier ministre laisse le soin à une

conférence salariale d'examiner la diffusion de cette hausse aux autres salaires.

La proposition est moquée par Dominique Strauss-Kahn, qui refuse de procéder à une augmentation par décret. Lui prône « une grande négociation » où seraient discutés « l'ensemble des sujets sur lesquels les syndicats, les patronats et l'État ont à intervenir » et toutes les « questions qui aujourd'hui inquiètent [les] salariés » : les salaires, les retraites, la santé au travail... Dans cette négociation qui doit aboutir à ce qu'il appelle le « Pacte de l'Élysée », le montant du Smic serait le résultat d'un « dominant-donnant ».

Ségolène Royal, farouchement opposée elle aussi à une telle augmentation, craint qu'elle « écrase la hiérarchie des salaires ». Se refusant à donner le moindre montant d'une augmentation, la candidate a évoqué, sur France Inter, le 25 août, « ceux qui gagnent juste au-dessus du Smic et qui disent "Et nous, est-ce que nous aurons les 100 euros ?" », en insistant sur le fait qu'« un salarié sur deux gagne moins d'un Smic et demi ». Elle s'en tient à « la position du PS », qui consiste à convoquer une conférence salariale, et refuse par avance toute décision unilatérale qui pourrait « couper l'herbe sous le pied »

Dossier

des organisations syndicales et les empêcherait de jouer «*tout leur rôle*». Pour elle, «*les questions du pouvoir d'achat et de la précarité doivent être réglées par une modification du rapport de force entre les salariés et le patronat avec la garantie de l'État*». «*Le contrat*, a-t-elle annoncé lors du premier débat télévisé, le 17 octobre, *se substituera à la loi — cela fait aussi partie de la démocratie participative —, où les partenaires sociaux se saisissent de leurs problèmes, car ils sont les meilleurs experts de ce qu'ils vivent...*»

Demander l'ouverture de négociations sans s'engager à augmenter le Smic, note Laurent Fabius, est un vœu pieux sans effet sur les salaires réels. Cela revient à se satisfaire de la situation actuelle, où un refus du Medef suffit à bloquer toute négociation, accuse-t-il. «*Dire qu'on ne pourra pas le faire est un discours imbibé par les idées de droite*», ajoute-t-il, en demandant que «*la gauche soit elle-même*».

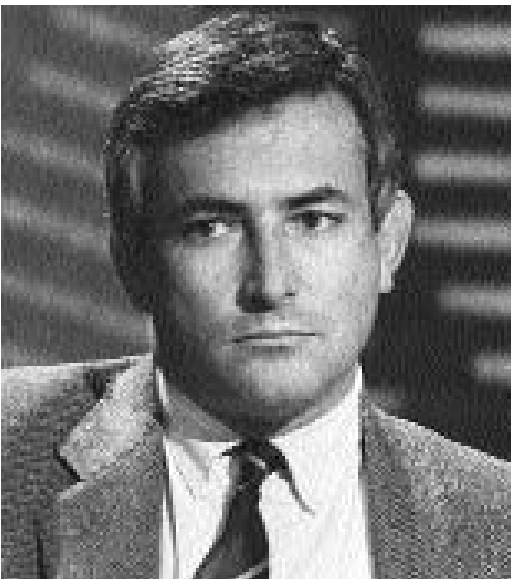
L'ÉCOLOGIE

Laurent Fabius s'étonnait, à la fin de la semaine dernière, que ce sujet n'ait pas été initialement retenu dans l'un des trois débats télévisés entre les candidats, alors que «*le climat, l'énergie et l'environnement*» constituent, selon lui, «*la question majeure*» du siècle qui s'ouvre. Promoteur depuis quelques années déjà de la «*social-écologie*», il regrette que le projet socialiste ne soit pas assez ambitieux et demanderait à son gouvernement de «*présenter sans tarder une loi-programme*» qui fixerait sur cinq ans «*les objectifs précis à atteindre*» concernant les économies d'énergie (dans le logement, les transports et l'industrie), les énergies renouvelables, la préservation de l'eau et le développement des transports collectifs. Autre proposition : charger du développement durable le numéro 2 du gouvernement (ministre d'État ou vice-Premier ministre), afin que toutes les décisions gouvernementales intègrent cette préoccupation.

Poudre aux yeux, réplique Ségolène Royal : «*Ce n'est pas en réglant des problèmes de structure gouvernementale que l'on règle des problèmes planétaires de cette importance.*» L'ancienne ministre de l'Environnement assure que «*la France pourrait devenir le pays de l'excellence environnementale*», mais, en ce domaine comme dans d'autres, elle ne dit guère comment elle s'y prendrait et se contente le plus souvent d'évoquer ce qui se fait de bien chez nos voisins d'Europe du Nord. Quant à DSK, s'il mentionne «*l'apparition d'une menace écologique planétaire*» dans son constat, il ne s'étend pas sur les moyens d'y remédier. Il est vrai que la croissance est avec l'Europe une des deux conditions nécessaires à la mise en œuvre de sa social-démocratie moderne.

UNE NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Le projet socialiste consacre un bref chapitre aux réformes que le PS entend proposer par référendum aux Français, dans les six mois qui suivent l'élection présidentielle, pour assurer une «*république parlementaire*». Mais ni Ségolène Royal ni, surtout, Dominique Strauss-Kahn ne paraissent rompre avec la tentation présidentialiste. La première, assez discrète sur le sujet, estime que Président doit «*dire à la Nation au nom de quelles valeurs nous devons agir*», mais, à en juger par sa campagne, sa conception est moins celle d'un chef de l'État qui ouvre la voie qu'un promoteur de l'opinion publique. Le second, qui annonce qu'il sera «*un président engagé*», ne fait pas mystère de son inclination pour un régime présidentiel. Il montre d'ailleurs, en proposant qu'une grande négociation sociale se tienne à l'Élysée — et non à Matignon comme en 1936 ou rue de Grenelle, au siège du ministère du Travail, comme en 1968 —, qu'il conçoit cette fonction comme celle d'un super Premier ministre. Seule entorse à l'irresponsabilité du président de la République devant le Parlement, DSK souhaite que le budget de l'Élysée



Laurent Fabius en 1983, Dominique Strauss-Kahn en 1985 et Ségolène Royal en 1990.

soit transparent et contrôlé par les parlementaires. Laurent Fabius, qui a présidé l'Assemblée nationale, opte plus franchement pour une république parlementaire, avec notamment la suppression de l'article 49.3, l'engagement de responsabilité annuel du Premier ministre devant l'Assemblée nationale. Il entend soumettre à référendum «*une profonde révision de la Constitution*» dès septembre 2007, incluant l'obligation d'une «*concertation sociale avant toute loi portant sur les principes fondamentaux du code du travail et de la Sécurité sociale*», ainsi que l'instauration du «*droit de vote aux élections locales pour les étrangers installés durablement en France*», afin de permettre à ces derniers de voter dès les municipales de mars 2008. Ses concurrents ne semblent pas si pressés de faire participer cette population à la démocratie.

RELANCER L'EUROPE

Ségolène Royal assure avoir tiré les leçons du vote du 29 mai 2005. Pourtant, son diagnostic sur la crise européenne dément totalement cette affirmation. Que dit-elle ? Qu'il existe une incompréhension majeure entre les citoyens et l'Union européenne, que les premiers ne comprennent pas les finalités de la seconde. Elle suggère que les votes français et néerlandais ne sont qu'un avatar d'une peur lointaine et diffuse de l'Europe. Enfin, rien dans ses propositions ne permet de rendre l'Europe plus démocratique. La méthode intergouvernementale n'est pas remise en cause. Les réformes institutionnelles nécessaires feront l'objet d'une vague «*consultation des citoyens*» comme il en existe déjà. Leur élaboration sera confiée à une convention suivant la méthode qui a échoué. La perspective d'une nouvelle constitution, qui seule permettrait d'avoir des instances politiques plus démocratiques et transparentes, est repoussée aux calendes grecques : «*Ce serait une erreur de remettre la question de la refonte des institutions avant d'avoir réalisé par la preuve quelques grands objectifs opérationnels*», a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse consacrée à ses sept propositions pour l'Europe. «*L'Europe par la preuve*», son leitmotiv, est aussi le leitmotiv de Tony Blair, dont on sait qu'il ne veut pas d'une Europe politique. Veut-elle remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne, comme le prétend Arnaud Montebourg ? «*Non, je n'irai pas jusque-là*», a-t-elle répondu. Veut-elle augmenter le budget européen ? «*Je ne suis pas favorable à une augmentation globale du budget européen parce que je pense que les gens ne le comprennent pas.*»

On retrouve une même timidité chez DSK, qui, lui aussi, veut «*réconcilier l'Europe avec les citoyens*». Selon lui, «*seule une initiative progressiste permettra à l'Europe de sortir de l'impasse*». S'il se prononce pour la création d'un revenu minimum européen, les autres mesures appartiennent depuis longtemps aux vœux des campagnes européennes socialistes. Plus précis, Laurent Fabius ne se prive pas de mettre en avant son positionnement lors du référendum pour assurer qu'il est le plus crédible pour mener, à l'occasion de la présidence française de l'UE, au second semestre 2008, une renégociation débouchant sur une constitution courte, lisible et recentrée sur les valeurs et les institutions. Partisan d'un renforcement du budget européen, il réclame la création d'un impôt européen. «*Si je suis élu, je dirai que je refuserai tout élargissement nouveau de l'Union tant qu'il n'y aura pas de directive précise protégeant les services publics et qu'on n'aura pas obtenu des règles d'harmonisation fiscale et sociale*» dans l'UE, a-t-il encore déclaré, en se démarquant des positions conservatrices qui ne permettent pas de sortir de l'impuissance politique européenne sur les questions économiques et sociales.

M. S.

« Le pragmatisme électoral l'emporte »

À partir d'une sociographie des élites et d'une enquête au cœur de l'importante fédération du Nord, Rémi Lefebvre, politiste à l'université de Lille, a étudié, avec Frédéric Sawicki, la sociologie et les mœurs actuelles de la «*société des socialistes*».

Qui sont les militants socialistes aujourd'hui, et notamment les «*nouveaux adhérents*» ?

Rémi Lefebvre : Au vu de l'enquête du Cevipof (centre de recherches politiques de Sciences-Po) de 1998, ainsi que de la centaine d'entretiens que nous avons menés à la fédération socialiste du Nord, une des tendances lourdes qui se dégage est le vieillissement des adhérents. L'âge moyen y est de 60 ans, ce qui induit évidemment un fort taux de retraités. Il s'agit là d'un phénomène générationnel lié à l'attractivité du PS dans les années 1970. Aujourd'hui, les jeunes adhèrent très peu ! On remarque également une homogénéité sociale croissante, avec un poids des catégories supérieures très net, un déclin du nombre de militants ouvriers (aujourd'hui inférieur à 5 %) et quasiment aucun chômeur. Le nombre d'enseignants reste, lui, relativement stable. Quant au capital culturel des militants, il a augmenté très nettement, le niveau de diplôme étant particulièrement élevé. Si l'on regarde maintenant les «*nouveaux adhérents*» (ceux qui ont payé leur cotisation 20 euros), ils sont beaucoup plus jeunes, et leur capital culturel est tout aussi élevé, sinon plus élevé encore, que la moyenne d'auparavant. Cela entraîne sans aucun doute des effets sur la redéfinition des normes militantes — la manière d'être militant au PS —, avec une dimension nettement plus intellectuelle de la politique et une dévaluation du militantisme de terrain. On compte, parmi eux, de 15 % à 20 % de syndiqués, un nombre d'ouvriers encore plus faible qu'avant, mais un peu plus de femmes. Un certain nombre de ces nouveaux adhérents ne resteront sans doute pas au PS après la désignation : je ne crois donc pas que la sociologie de ses militants va en être bouleversée... Il y a aussi beaucoup d'anciens militants PS chez les nouveaux adhérents.

Vous avez observé au PS une «*société bloquée*», avec une direction quasi-intouchable. Pourtant, Ségolène Royal a réussi à conquérir de nombreux soutiens dans l'appareil du parti...

En effet, le pouvoir à l'intérieur du PS est ver-

rouillé par les dirigeants au sommet de l'organisation, où les possibilités d'ascension pour les élites intermédiaires sont faibles. Je crois que cela explique pourquoi Ségolène Royal a bénéficié d'abord des soutiens d'*outsiders*, c'est-à-dire de responsables qui n'ont encore jamais été ministres et qui, au moment de leur ralliement à sa candidature, anticipent clairement une redistribution du pouvoir au sein du parti. C'est le cas de nombreux élus des régions remportées aux dernières élections. Cependant, dans un deuxième temps, Ségolène Royal a aussi su contourner une grande part de l'appareil partisan, en accumulant d'abord des ressources médiatiques, puisqu'elle ne disposait pas de réseaux dans le parti, encore moins d'un courant, et n'avait jamais vraiment eu de responsabilités importantes à la direction. Elle a ensuite converti ces ressources médiatiques en ressources partisans, ralliant ainsi une partie de l'appareil. C'est relativement nouveau pour un prétendant sans expérience de ce type d'élection interne, qui ne dispose pas de ressources partisans au départ.

Vous décrivez le PS comme un parti uniquement dominé par des logiques de pouvoir. Cela explique-t-il la popularité de Ségolène Royal ?

Ce n'est pas la seule explication, mais il est clair que le parti socialiste, qui s'est professionnalisé à tous les niveaux, est un univers féroce où domine un grand cynisme. Son agenda politique se confond avec l'agenda électoral, et le parti ne se projette plus dans aucune dynamique au-delà de la prochaine élection. Cela donne évidemment aux élus, qui tiennent les sections et font les votes internes, un pouvoir exorbitant. Puisque remporter les élections est la seule légitimité reconnue aujourd'hui dans le parti, toute autre légitimité (intellectuelle ou liée à la structuration du parti) est, de fait, concurrencée par la légitimité électorale. Dans la mesure où le pragmatisme électoral l'emporte sur toute autre considération, la perméabilité de tous les membres du parti aux logiques médiatiques et d'opinion est très forte. Le souvenir du 21 avril 2002 renforce encore ce phénomène. Mais la logique électorale n'explique pas tous les ralliements à Ségolène Royal. L'absence de clarification idéologique y est également pour beaucoup, et les candidats apparaissent interchangeable. Or, cela avantage clairement Ségolène Royal, puisqu'elle est celle qui semble le plus en dehors du système du parti et qu'elle a réussi à construire une identité alternative avec un jeu subtil de prises de position (même si son profil social est assez proche des autres). C'est elle, *in fine*, qui se distingue le plus !

PROPOS RECUEILLIS PAR OLIVIER DOUBRE

La société des socialistes. Le PS aujourd'hui, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, éditions du Croquant, «*Savoir/agir*», 256 p., 18,50 euros.

M. S.

Ségolène ou Sarko !

Pour qui voteront les nouveaux adhérents ? Selon les derniers pointages, ils sont 66 700, soit un peu plus du tiers du corps électoral appelé à désigner le candidat socialiste à la présidentielle. Assez pour chambouler les rapports de force. Principalement issus de catégories socioprofessionnelles supérieures, les nouveaux sont aussi plus imprégnés de cyberculture que de traditions militantes. Selon une enquête réalisée par le PS auprès de 8 400 de ces adhérents internautes, au printemps, seulement 48 % d'entre eux étaient prêts à participer aux réunions de leur section locale, 23 % à participer à des meetings électoraux, 11 % à distribuer des tracts et à coller des affiches, 1,2 % à faire du porte-à-porte. En revanche, 24,1 % se voyaient bien figurer sur une liste aux élections locales.

Les faits ont, depuis, confirmé cette tendance. En témoigne ce mail vengeur d'un couple du sud de la France, adressé à son secrétaire de section qui n'avait fait que leur rappeler une obligation statutaire : «*Se présenter en section avant le 27 septembre pour avoir la possibilité de voter pour sa candidate ! C'est une arnaque ! Une manœuvre inadmissible ! Quand mon mari et moi avons souscrit l'adhésion à 20 euros, cette condition n'était pas mentionnée. Sans être présents à la section, nous travaillons en tant que militants de toujours à rallier le plus de gens possible à notre conviction. Je déplore l'ambiance qui règne actuellement au parti et l'ego de certains candidats qui ne pensent qu'à leur intérêt personnel, plus qu'à l'intérêt collectif de faire gagner la gauche ! Permettez-moi de vous dire que j'ai adhéré au parti socialiste pour 20 euros dans la seule intention de désigner Ségolène comme candidate. Si mon vote ne peut être pris en considération, et si Ségolène n'est pas élue candidate, je ne m'abstiendrai pas, je ne voterai pas blanc, puisque ça ne sert à rien, je voterai Sarko. Peut-être qu'enfin les gens de gauche finiront par réfléchir et s'unir ! Le vote de la présidence de la République n'est pas un vote de militants de parti mais un vote au suffrage universel, pensez-y... Si on refuse notre vote, nous demandons la restitution des 20 euros de souscription.*»

Le bourreau policé

LITTÉRATURE. Prix Goncourt 2006, « les Bienveillantes », de Jonathan Littell, donne la parole à un officier nazi qui raconte ses années de guerre sous le III^e Reich et sa participation aux massacres. Présenté comme un roman ambitieux, il pêche surtout par naïveté et des choix esthétiques ambigus.

À CHAQUE « RENTRÉE LITTÉRAIRE », de bonnes âmes nous expliquent que la profusion de romans – autour de 680 à la même époque depuis quatre ans – est une bonne chose pour la diversité. Dans l’absolu, c’est-à-dire dans un monde merveilleux, peut-être... Mais dans notre univers de la spectacularisation marchande, ils ne sont qu’une poignée à se retrouver sur le devant de la scène médiatique. Pis, depuis quelques années – avec *la Possibilité d’une île* de Michel Houellebecq, l’an dernier, ou *les Bienveillantes* de Jonathan Littell aujourd’hui –, il n’y en a plus que pour un seul...

Qui n’a pas entendu parler des *Bienveillantes* ? Qu’il obtienne le Goncourt n’est qu’un signe de conformisme de plus, qui aura avant tout des conséquences

financières pour l’auteur et l’éditeur. Depuis la fin août, à quelques exceptions près, la presse ne cesse de crier au chef-d’œuvre. Voilà un roman qui est présenté comme ambitieux, hors norme, embrassant avec souffle des pages tragiques de l’histoire récente, celle du III^e Reich, de 1941 à 1944. Jonathan Littell a pris pour narrateur un bourreau se remémorant ses années de guerre, un ancien officier SS, Maximilian Aue, qui a participé aux pires atrocités, en particulier à la destruction des Juifs, de ses débuts artisanaux à ses développements industriels. D’où une plongée dans la noirceur humaine, et une tentative d’explication de ce qui rend possible la participation d’un tel personnage, homme cultivé et tout sauf sanguinaire, aux crimes collectifs.

Les journalistes s’émerveillent. L’inhumain serait donc encore du ressort de l’humain ? Quelle découverte ! La littérature n’a pas attendu *les Bienveillantes* pour ouvrir le chapitre du Mal. Et certains témoins avaient déjà mis au jour ce que « révèle » le roman de Littell. Exemple, sous la plume de l’écrivain juif Léon Werth, en 1942 : « *Il me reste l’orgueil d’évaluer à l’infini la profondeur de l’abîme entre un homme de la Gestapo et moi-même. Mais cette profondeur ne peut être plus grande que la plus grande différence possible entre deux hommes. Cela fait peur.* »

Les journalistes s’esbaudissent. Le « public », disent-ils, fait un succès à un gros livre, de lecture difficile. Mais d’où tiennent-ils que le goût pour les pavés se serait dilué ? Surtout si ceux-ci racontent une histoire à rebondissements. Or, il y a du feuilleton dans



Le Goncourt à Jonathan Littell est un signe de conformisme de plus.

les Bienveillantes, du feuilleton dramatique certes, mais l’auteur n’hésite pas à entraîner son personnage sur tous les points chauds du Reich : le front russe, le massacre de Kiev, la bataille de Stalingrad, Paris occupé, l’évacuation d’Auschwitz, l’assaut sur Berlin... Et le casting ne serait pas indigne d’une superproduction. Face à Max Aue l’anonyme, apparaissent Eichman, Himmler, Rebatet, Brasillach, Hitler : des pointures...

La difficulté évoquée par les journalistes tiendrait-elle à l’accumulation de documentation, qui fait parfois ressembler le roman à une quinquillerie du « détail-qui-fait-vrai » ? Peut-être. La concentration de « *Scharführer* », « *Obersturmführer* » et « *Standartenführer* » participe d’un même devoir de compilation que l’information systématique donnée sur le sort de tel personnage connu, comme si Jonathan Littell n’avait pu épargner à son lecteur la moindre de ses fiches.

Reste un dernier facteur de difficulté souvent évoqué : *les Bienveillantes* serait un roman éprouvant, dont les éléments essentiels, qui résultent de l’atrocité des massacres racontés, sont le sang, la boue et la merde, quand ce n’est pas le sexe. Mais il ne s’agit pas là de véritables obstacles pour le fameux « public » qu’invoquent les journalistes. D’abord, parce que le succès remporté depuis quelques années par les publications sur les criminels de guerre nazis et sur Hitler montre un regain d’intérêt pour ces questions. Ensuite,

parce que s’instaure obligatoirement une certaine empathie avec le héros narrateur, ce Max Aue qui dit commettre des crimes non par goût – il est même très souvent écœuré – mais par esprit d’obéissance. Que le lecteur soit en position d’adopter ou, à tout le moins, de se confronter au point de vue du bourreau lui rend évidemment plus complexes les visions d’horreur. Elles n’en sont pas moins insoutenables pour autant. Jonathan Littell donne des clés sur le comportement de Aue qui relèvent uniquement de la psychologie. Soit. Mais il n’y a rien là de particulièrement choquant. Le sont d’ailleurs, en revanche, un certain nombre de choix formels.

Ainsi, dans une tribune publiée par *Libération* le 1^{er} novembre, l’historien Florent Brayard a donné à lire la source dont s’est inspiré Littell pour un épisode racontant la pendaison de deux Ukrainiens juifs, en 1941, soupçonnés d’avoir tué des centaines d’Allemands. La source dit, à propos d’un des deux pendus, nommé Kieper : « *Le pantalon de Kieper lui était tombé autour des chevilles.* » Littell a repris le témoignage, mais en ajoutant cette

phrase : « *Sous sa chemise, il était nu, je voyais avec horreur sa verge engorgée, il éjaculait encore.* » Florent Brayard parle d’« *effet de littérature* ». Au plus mauvais sens du terme. Cette phrase rappelle le fameux travelling final – pour faire plus beau ou plus vrai – du film de Gilles Pontecorvo, *Kapo*, sur Emmauelle Riva mourant dans les barbelés. Travelling dont Jacques Rivette, dans *les Cahiers du cinéma*, dénonça toute l’abjection.

Les Bienveillantes n’est pourtant pas une œuvre cynique. Le roman de Jonathan Littell pêche surtout par naïveté : volontairement boursé de « réel », il déroule une langue d’un académisme achevé, comme si l’indicible d’un réel qui excède les limites de la raison pouvait trouver sa forme dans un langage policé. L’ambition littéraire des *Bienveillantes* aurait été tout autre si la voix de Max Aue, malgré son incapacité à regretter quoi que ce soit, avait été affectée, contaminée par la déflagration du sens que porte son terrible récit. Dès lors, le roman aurait autant travaillé la face visible de la mémoire du bourreau que le gouffre béant de son inconscient. Jonathan Littell s’en est tenu à la surface des choses. *Les Bienveillantes* ne pénètre pas dans le tissu de l’horreur ; il surfe sur son spectacle.

CHRISTOPHE KANTCHEFF

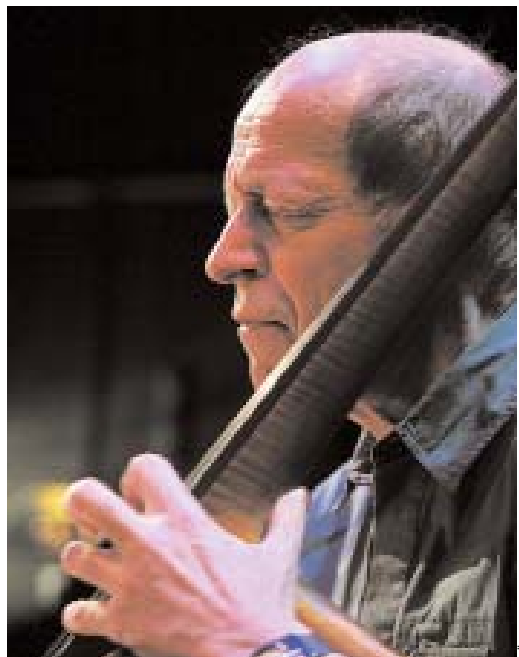
Les Bienveillantes, Jonathan Littell, Gallimard, 905 p., 25 euros.

Vingt berges sur la Nièvre

MUSIQUE. À l’automne, depuis vingt ans, le jazz fleurit à Nevers. Une expérience exceptionnelle qui a su conduire un large public vers la création, d’après le contrebassiste Didier Levallet.

« NOS VINGT BERGES », annonce le programme. Il s’agit de célébrer de manière originale le vingtième anniversaire de D’Jazz de Nevers. Un festival qui, au départ, avait tous les traits d’une aventure risquée : automnal, dans une région peu irriguée par la création artistique, autour de musiques qui, si elles ne font plus peur, n’attirent pas toujours des auditoires nombreux. Le dévouement, mais aussi l’intelligence, de l’équipe réunie autour de Roger Fontanel, la fidélité à des musiciens au talent indiscutable et toujours disposés à se remettre en question pour oser la création, ont gagné l’estime d’un public d’abord régional et de plus en plus national. Ces « *vingt berges* » seront donc, comme il se doit, célébrées le 17 novembre par une réunion magnifique, où se retrouveront, autour des musiciens de l’Arfi lyonnaise (Association pour la recherche d’un folklore imaginaire), des artistes qui, d’une manière ou d’une autre, ont été marqués par ce festival : François Corneloup, Sylvain Kassap, Phil Minton, Antonello Salis, Günter Sommer et Didier Levallet.

Auparavant, la Maison de la culture de la ville aura abrité des concerts alléchants : l’Orchestre national de jazz et le quintette de Michel Portal ; un quartette inédit piloté par Jean-Marc Padovani et Claude Barthélémy ; une soirée avec des invités étrangers de prestige, le Quintette du trompettiste italien Enrico Rava et le nonette du saxophoniste américain Joe Lovano ; et les retrouvailles du clarinetiste Sylvain Kassap avec le batteur allemand Günter Sommer. Enfin, il faut signaler deux créations qui méritent une attention particulière. La première, *Echoes of Spring*, a été conçue par les pianistes François Raulin et Stéphan Oliva, qui retravaillent, de manière onirique, le répertoire du piano jazz des années 1920, avec la complicité de deux des plus décapants saxophonistes français d’aujourd’hui,



Didier Levallet est un fidèle du festival de Nevers.

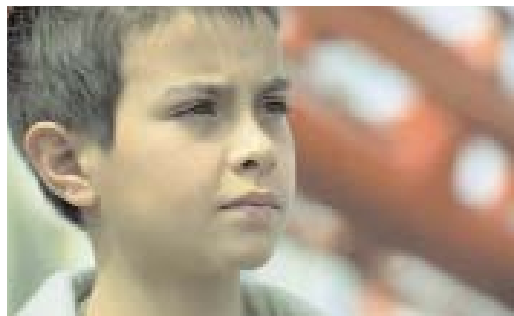
Christophe Monniot et Laurent Dehors. Dans la deuxième, le contrebassiste Didier Levallet présente son nouveau quartette où il combine les cordes du violon de Dominique Pifarély et celles du violoncelle de Vincent Courtois, avec le soutien du batteur Christophe Margut.

Didier Levallet connaît bien le festival de Nevers pour y avoir joué dès le début, et y être fréquemment retourné. Il en voit l’économie et l’architecture du point de vue du musicien, mais aussi avec l’œil du responsable culturel : directeur du festival de Cluny et de l’Allan, scène nationale de Montbéliard, il insiste sur la place particulière qu’occupent les rencontres nivernaises parmi les manifestations de jazz françaises. « *D’Jazz est un festival conçu par Roger Fontanel, à la fois un amoureux du jazz et un technicien de l’action culturelle*, dit-il. *Il possède donc une façon originale d’associer son goût pour la musique à une conception plus large de l’action dans un territoire, des manières de l’habiter, et des moyens d’y amener les gens à pratiquer des formes artistiques contemporaines. À partir de là, Roger Fontanel a fait des choix musicaux d’une grande rigueur, manifestant une fidélité au jazz contemporain, sans exclusive particulière, dont il a voulu soutenir et stimuler les formes vivantes. Il a ainsi comblé un manque criant dans cette région. Au-delà du festival, il a créé un centre régional de jazz dans la région Bourgogne et il a développé une saison culturelle autour du jazz. Il y a donc une action à l’année qui sort du centre de la ville pour fertiliser le territoire environnant.* »

Et Didier Levallet de poursuivre : « *D’Jazz présente, comme d’autres festivals, des “créations”. Il y a évidemment des musiciens qui sont, en permanence, en recherche de création ; c’est une démarche, un positionnement, et ce n’est pas à cause d’une création commanditée par un festival qu’ils vont tout d’un coup être plus particulièrement créatifs. Mais, dans le cadre d’un festival (d’autant plus qu’aujourd’hui, grâce au réseau des festivals innovants en jazz et musiques actuelles, ces propositions inédites circulent davantage), une création n’est pas totalement artificielle. Ce que je vais présenter cette année à Nevers, par exemple, c’est un orchestre nouveau qui a des liens avec une histoire ancienne, puisqu’il s’agit toujours d’instruments à cordes. Il est composé de musiciens avec qui j’ai déjà travaillé, mais dans des formations différentes. Cette unité-là n’a jamais été réunie en tant que telle, et c’est ce qui importe, car, dans le jazz, c’est la réunion des personnalités sur un certain terrain et ce qui en sort qui constituent l’essentiel. Dans ce groupe réduit, la part des arrangements sera moins importante que dans mes autres orchestres à cordes, mais les musiciens pourront prendre plus d’initiatives les uns par rapport aux autres. En me demandant cette “création”, Roger Fontanel me pousse à revenir dans le circuit de la musique vivante. Cette proposition arrive au bon moment : pendant les premières années où j’étais à Montbéliard, je n’aurais eu ni le temps ni la disponibilité d’esprit de m’intéresser à ça. Maintenant, j’en ai davantage la possibilité. Grâce à Nevers, je peux réaffirmer ma présence en organisant quelque chose de nouveau.* »

DENIS-CONSTANT MARTIN

20^{es} Rencontres internationales D’Jazz de Nevers, du 10 au 18 novembre, 03 86 59 40 65, www.neversdjazz.com)



La vie, ce vertige

CINÉMA. « Libero » est un thriller où l’enquêteur et l’énigme sont un même gamin.

TOUT EST EN JEU dès les premières scènes. Une voix paternelle réveille sa marmaille en chantonnant. Viola, une quinzaine d’années, jaillit, esquisse des étirements joyeux et déverse quelques gouttes d’eau sur la tête de son petit frère Tommi (pour Tomasso), qui replonge sous la couette... Avant d’en sortir comme un diable quand, un quart d’heure plus tard, le paternel débarque en hurlant qu’il est en retard. Le gamin enfle ses chaussures, paniqué par la colère dont il est (à nouveau ?) l’objet. Paniqué ? Pas complètement : avant de filer, il trouve le temps de demander à son père, qui repasse les fesses à l’air, s’il pourrait laisser tomber la natation pour le foot. « *Un sport de cons* », s’entend-il répondre. Convergences et divergences. *Libero* concentre immédiatement des sentiments, des émotions et des regards antagonistes. Il y a de l’amour et de l’effroi, de la légèreté et une gravité sourde, du quotidien et de l’extraordinaire et, surtout, un tempo qui va dare-dare, et ne relâchera pas. On sent le tabou autour de la mère, l’hommeur du père, entre grande tendresse et grande violence, l’espièglerie de la sœur, qui a pris le parti d’en rire... Et l’inquiétude, la stupéfiante inquiétude de Tommi, qui est à la fois l’œil du film et ce que l’on regarde : un bonhomme de 11 ans, timide mais très, trop responsable, qui tient la vie, et l’acte de grandir, pour une vertigineuse aventure.

À l’image, le danger se traduit par un passage régulier de la violence (du verbe et des rapports) au suspense. D’abord comédien, Kim Rossi Stuart (*Romanzo criminale*) a conçu son premier film comme un thriller. S’il dit l’histoire d’une famille italienne monoparentale en flirtant avec la comédie dramatique, tout, dans le montage, les prises de vue, la captation des regards, s’apparente au genre policier. Chaque seconde laisse craindre une catastrophe : des coups, une révélation, une fugue, une syncope, une chute d’un toit... Mais Kim Rossi Stuart se moque bien du fait divers. Ce qu’il piste, c’est ce qui se joue derrière la porte de cet appartement, autour de la table de la cuisine, dans la tête de ces enfants que leur père traite en adultes. L’énigme, ce sont eux. Qui sont-ils, comment font-ils, que se disent-ils ? Chacun est un mystère. Voir cette scène où Tommi surprend sa mère, de passage, dans la cuisine, la nuit. Son visage de jolie adolescente de trente-cinq ans hésite entre la détresse mentale et les marques d’un crime. Mais c’est surtout autour de la relation père-fils que se structure ce film. Chacun se définit par, et dans, le regard de l’autre. Tommi apprend aussi la vie, en voyant comment son aîné s’en dépatouille. Le gamin se verrait bien milieure de terrain. Son père préférerait « *libero* » (défenseur). Une manière d’armer son fils. Qui se dit prêt.

INGRID MERCKX

Fantasmes immobiles

THÉÂTRE. Dans une mise en scène de Bruno Geslin, Denis Lavant incarne Joë Bousquet, l'écrivain qui passa sa vie dans sa chambre.

LE FESTIVAL D'AUTOMNE braque le projecteur sur un jeune metteur en scène, Bruno Geslin, qui donne une vie théâtrale et aussi filmique (vidéaste, il fait apparaître des images qu'il a réalisées lui-même) à des textes non théâtraux de Joë Bousquet. Un poète qui vécut pratiquement toute sa vie dans sa chambre, à Carcassonne. Officier pendant la guerre de 1914-1918, Joë Bousquet reçut une balle fatale alors qu'il avait vingt et un ans. Il ne mourut pas, mais vécut paralysé jusqu'à l'âge de 53 ans. Une telle immobilité et une telle douleur orientèrent son inspiration vers l'expression de fantasmes exacerbés, une passion de la femme qui passe par un érotisme mental et une certaine androgynie, et une volonté de dépassement menant à la victoire de l'esprit sur le corps.

En compagnie de Jean-François Auguste, Bruno Geslin a pioché dans différentes œuvres de Joë Bousquet, du récit à la correspondance intime, pour composer (ce doit être le titre le plus long de la

saison), *Je porte malheur aux femmes, mais je ne porte pas bonheur aux chiens*. Le spectacle ouvre sur un fantôme : derrière des écrans, un corps d'homme peu visible est lavé, étreint, puis abandonné par une ombre féminine. À tout moment, des images non réelles surgissent, doublant la présence du poète et de ses interlocuteurs de l'intervention de danseurs, Kathleen Reynolds et Jean-François Auguste, et d'une violoncelliste, Emmanuelle Piettre, qui fait preuve d'une vraie présence d'actrice. Tout à coup, le poète apparaît sur un lit. Denis Lavant fait de ce capitaine d'un vaisseau abîmé un poignant naufragé. De son côté, Bruno Geslin révèle une grande maîtrise formelle. Peut-être est-elle surtout esthétique et se grise-t-elle de sa beauté un peu froide. Mais on reparlera sûrement de ce jeune metteur en scène.

GILLES COSTAZ

Je porte malheur aux femmes, mais je ne porte pas bonheur aux chiens, théâtre de la Bastille, Paris. Tél. : 01 43 57 42 14. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Passage vers l'autre

CINÉMA. Les Écrans documentaires, à Arcueil, programment un parcours Dominique Dubosc, un documentariste qui filme pour célébrer le monde.

L'IMAGE EST FLOUE, en noir et blanc. Avec une croix de viseur qui clignote au milieu. Puis l'écran devient noir, avec des pointillés. Il y a toujours la croix. Elle ne clignote plus. « *J'ai fait un cauchemar qui a duré deux mois*, raconte Dominique Dubosc en voix off. *Je parle de la guerre du Golfe telle que nous l'avons vécue en Occident. [...] J'ai été transformé en pilote de bombardier guidant des bombes et des missiles sur mon écran de télévision.* »

Le lancement de *Célébrations* (2000) dit comment, après une période de dépression (« *La guerre du Golfe m'a mis hors de moi* »), le cinéaste revient à lui, et au monde. Il part rejoindre sa femme à New York, où il doit rencontrer le documentariste Jonas Mekas. Dans le taxi qui le ramène de l'aéroport, il filme, à travers le pare-brise perlé de pluie, le Tribero Bridge qui s'ouvre devant lui. « *La caméra tourne toute seule. Je ne suis pas en train de faire un film. J'enregistre la radio comme j'enregistrai, peut-être, mes entretiens avec Mekas. [...] C'est pourtant ici qu'un film commence.* » Ce qui l'a déclenché : l'étonnement, ses retrouvailles avec le cinémarvérité après des jours passés devant les images des médias. Et l'envie de « *célébrer* », comme Mekas, « *ce que je vois, ce qui vient* ». Pour Dominique Dubosc, « *le documentaire c'est faire voir l'autre, se voir dans l'autre. C'est un passage...* ».

Un passage que les Écrans documentaires proposent d'emprunter en programmant, du 14 au 19 novembre à Arcueil, une vingtaine de films piochés dans la filmographie de Dominique Dubosc, qui en compte une bonne quarantaine depuis 1968. « *Nous consacrons tous les ans un parcours à un cinéaste*, explique Marion Oddon, des Écrans documentaires. *Nous sommes très attachés au cinéma de Jean Rouch et de Jonas Mekas. Dominique Dubosc s'est imposé dans la foulée, naturellement.* » Embrayant sur Jean Rouch, *Premier Film : 1947-1991*, dont il est coauteur, Dominique Dubosc lance l'idée d'une série sur les documentaristes. Il prend donc rendez-vous avec Jonas Mekas. Mais, entre-temps, la guerre du Golfe éclate... Mekas et son cinéma de résistance sont néanmoins au cœur de



« *Réminiscences d'un voyage en Palestine* », de Dominique Dubosc.

Célébrations. Mekas, qui a fondé, dans les années 1960, l'agence Newsreel avec un groupe de cinéastes américains de gauche, pour « *apporter une information et un point de vue alternatifs sur l'actualité sociale et politique* ». Mekas, dont la contribution à cette heureuse initiative prend la forme d'une série de choses vues, qu'il livre dans *News of the day*.

Il y a aussi un côté « choses vues » dans l'œuvre de Dominique Dubosc, notamment dans ses films sur la Palestine. *Réminiscences d'un voyage en Palestine* (2004) est découpé en tranches de voyage et de souvenirs, séparés par des écrans noirs. Une vision (dessin ou image réelle), une couleur, un son. Presque une série de diapositives animées. Rien à voir avec l'*Homosexuel ou la Difficulté de s'exprimer* (1998), où Dominique Dubosc filme cette pièce de Codi mise en scène par Philippe Adrien en deux plans séquences, pour respecter l'espace-temps théâtral. Les dérangeants hommes-femmes du dramaturge argentin y sont regardés avec une infinie douceur. Dubosc, c'est aussi le cinéaste de *Lip ou le goût du collectif* (1976). Également à l'affiche de la dixième édition du festival, les excellents *Tout refléur*, d'Aurélien Gerbault, et l'*Arc d'Iris*, de Pierre Creton, des films de Jean-Daniel Pollet, ainsi que *Fragments sur la grâce*, de Vincent Dieutre, *Tabula Rasa*, de Sébastien Cros et Carole Arcega, et *Schuss*, de Nicolas Rey.

INGRID MERCKX

Les écrans documentaires, du 14 au 19 novembre, espace Jean-Vilar, 1, rue Paul-Signac, 94110, Arcueil. Tél. : 01 46 64 65 93. Site : www.lesecransdocumentaires.org

Mécanique de l'anecdote

TÉLÉVISION. La chronique d'un petit garage parisien. Un premier documentaire réussi.

AU BAS DE L'ENSEIGNE, ces quelques mots : « *Voiture sans permis. Sur les chemins de la liberté.* » Du simple qui se dote d'efficacité. Les quelques mots, sans pour autant ouvrir ce documentaire, augurent des minutes à venir. Un modeste garage parisien, dans le XV^e arrondissement. À l'intérieur, des petites voitures (celles réservées aux sans-permis), une farandole de motos anciennes que le patron restaure, bricole, réanime en passionné. Un gazier au demeurant sympathique. Autour de lui, un personnel restreint. Deux mécaniciens, deux commerciaux. Ceux-ci, beaucoup au téléphone, tournés aussi sur les factures, les comptes, les mille et un travers nécessaires de l'apothicaire, le renseignement sur le quoi, qu'est-ce, et ses prix, conditions, obligations de paperasseries, de bons services... Les autres, dans les arcanes d'un moteur. Affaire de circuit électrique, d'allumage, de gaine, d'écrou (« l'écrou du chef », selon l'expression du mécano).

Ça brique, polit, astique, serre, desserre, mesure et tempère les vrombissements. Ça ponce et lisse encore. Échappements chaloupés, cylindres montés, vidanges garanties, si besoin est. Allumage idem. Passé les verbes, voilà une poétique de la gestuelle. Filmée bon enfant, sans posture, au diapason sans doute de l'ambiance de cette tranquille entreprise. Au reste, y aurait qu'à voir les trognes des employés du garage. De la bonhomie joliment alerte qui transpire sur la pellicule. Sur des riens, voire trois fois rien, et le cadre d'un seul espace, Basile Carré-Agostini construit son documentaire. Sur des riens en apparence, superflus. Essentiels, à vrai dire. Puisés dans le quotidien, qui font le récit même du quotidien. Avec ses tracas, ses petits soucis, ses tours, détours, bas-côtés de la vie, de l'atelier au bureau. Chez l'un, qui se réfugie dans le boulot, parce que, ben dame, ça « *aide à faire passer le temps, à penser à autre chose* ». Chez l'autre, d'origine malienne, qui ne lève le nez de son moteur que pour exprimer son soulagement de marnier ici. Pas dupe non plus de la difficile régu-



« *Je ne compte pas mon temps pour le client.* »

larisation des papiers pour un travailleur immigré. Le garage comme « chemin de la liberté » en somme...

D'une séquence à l'autre, c'est une histoire « en creux » que livre ici le réalisateur, en cinquante-six minutes (soit quatre minutes de plus que le format standardisé ; il faut oser !). Le sens du travail d'une part, la précarité de l'existence d'autre part. Parce que, forcément, l'existence s'est garée dans le garage. Tout le monde y passe alors (il est vrai qu'il n'y a qu'un patron et quatre employés), sous la lumière des néons, pas loin des micros et de l'objectif (on compte bon nombre de clins d'œil à la caméra, d'interpellations amicales, un tantinet complices). *Cinq hommes et un garage* (à défaut de trois gus et un couffin) est ainsi gavé de tâches quotidiennes piquées d'anecdotes, de non-dits surtout. Il ne s'agit pas de vidanger devant la caméra tous les ressorts de la vie des uns et des autres. Carré-Agostini signe là son premier film, son premier documentaire. Sans pathos, sans erreur ni voyeurisme. Il ne souligne pas. Juste il fait partager, pioche des instants significatifs, relève des paroles. Juste il soulève des questions, de-ci de-là, un fagot fondamentales, sur les plaisirs et les contraintes du travail, ses emmerdes, ses parfois bons moments, sur les rapports hiérarchiques, la résignation ou l'affirmation de soi. Ambitieux certes mais, pour le bon, dans le bon sens du terme.

JEAN-CLAUDE RENARD

Cinq Hommes et un garage, jeudi 16 novembre, 22 h 30, Arte (56').

À vos postes !

TÉLÉVISION

LUNDI 13 NOVEMBRE
La Traversée de Paris
France 3, 15 h 10
À l'occasion des trente ans de la disparition de Jean Gabin, c'est là une virée parisienne sur fond d'Occupation, d'après une nouvelle de Marcel Aymé, adaptée par Antoine Blondin. Popu mais joliment cornaquée à l'irrévérence, et terriblement efficace. Avec cette fameuse formule : « *Salauds de pauvres !* », devenue « culte », sollicitée par les tireurs journalistes. Tandis que le film inaugure un nouveau cycle du « Cinéma de minuit » sur France 3, consacré au patrimoine français, les éditions Montparnasse éditent en DVD l'un des classiques de Marcel Carné : *Drôle de drame*. Il faut croire que la maison se veut remarquablement éclectique, puisque, récemment, elle éditait *Batteux, l'homme du match*, excellent documentaire articulé autour des belles heures du Stade de Reims (de 1950 à 1962), rehaussé par un subtil portrait d'Albert Batteux, atypique entraîneur de ce club de foot légendaire.

Au film *Drôle de drame*, tourné en 1937, dans une version restaurée, le DVD ajoute un entretien avec Jean Ollé-Laprune sur la genèse, la réalisation et la postérité du film, des anecdotes de tournage, des images d'archives, un extrait de l'émission « Gros plan », réalisée en 1956, la bande-annonce originale, les débuts de Marcel Carné racontés par Françoise Rosay et un livret sur l'accueil de la presse à la sortie du film. Rien de bizarre, du très bon.

DÉCRYPTAGE

Trémolos et pataquès

Cela s'appelle « Sept à huit ». Deux chiffres dans une grille télé le dimanche. Deux présentateurs « vedettes » (en tout cas actuellement, le vent a vite fait de tourner), Lapix et Roselmack. C'est là un magazine de TF1, pendant que Drucker insiste sur les prolongations infinies, en face, sur France 2 (l'avantage d'un match de foot, c'est qu'il se termine parfois aux tirs aux buts ; chez Drucker, ce sont les arrêts de jeu, puis les prolongations, puis encore les arrêts de jeu. Foin de penalties). À vrai dire, « Sept à huit », contrairement à ce que l'on pourrait croire (quoique), ne dure pas soixante minutes. Bien moins quand on décompte les minutes de publicité. Ce dimanche 29 octobre, passé un reportage sur les gens du voyage en transe biblique prêchant la bonne parole, passé une invitation à rencontrer le rappeur P. Diddy, lui en transe de ridicule façon dernier nabab, passé donc l'inepte et le ridicule, voilà qu'arrive un « renvoi » à Patrick Dewaere (notre photo). Cela fait vingt-cinq ans que le comédien a décanillé. Sortie de plateau brutale par une balle pleine trogne. L'évocation dans l'actualité tient à sa mère, Mado Maurin, non moins grande comédienne, qui signe un livre consacré à son fiston disparu. Elle a quatre-vingt-onze ans. La voix un brin chevrotante, les souvenirs qui bafouillent, restés calés au fond des trémolos, tapissant les parois de la mémoire. Elle cherche encore, hésite dans les mots. C'est pas seulement l'âge, c'est aussi son fils. Peu importe, sans scrupule, le journaliste chargé de l'interview fait dégringoler les questions à toute vitesse, interrompt, n'écoute pas. Il a sa grille de questions, ça doit pouloper, caracoler dare-dare. Il parle de suicide



incompréhensible... Bonne idée. Quel suicide ne l'est pas ? Il tente l'hypothèse du « suicide pour exister ». Grand moment de réflexion. D'émotion surtout. Mais peut-être bien que, chez Dewaere, il ne s'agissait pas de suicide pour exister. Mais de mourir pour en finir, sans posture. Une révérence dit-on. En tout cas, Patrick Dewaere méritait mieux. Et Mado Maurin un peu plus de respect. Côté pathos, trémolos, romances fleurant bon l'excès sentimental sans même les accents brailards, il en est d'autres sur le service public : Mireille Dumas annonce le premier numéro d'un nouveau magazine sur France 2, titré sans scrupule, là aussi, « Grand moment ». Ce premier numéro « *entraînera le téléspectateur dans les coulisses du dernier spectacle de Robert Hossein, Ben Hur* ». De quoi craindre le pire. Or, le pire arrive toujours, et même souvent. *A fortiori* à la télévision.

L'esprit des Annales

André Burguière retrace « l'histoire intellectuelle » de cette revue d'histoire fondée en 1929, par le biais de l'histoire des mentalités. Passionnant.

En 1987, dans son *Histoire en miettes, des Annales à la « nouvelle histoire »* (1), François Dosse dénonçait les récents errements « idéologiques » d'une bonne partie des auteurs de la très respectée revue d'histoire *les Annales*. Comme d'autres durant cette « ère du vide » que furent les années 1980, la revue connaissait en effet une « phase de repli individualiste », notamment sous la plume d'historiens comme François Furet ou Emmanuel Le Roy Ladurie. Pourtant, en 1997, préfaçant la réédition de son livre, François Dosse saluait l'heureux « tournant critique » que les *Annales* avaient entrepris, sous l'impulsion de l'historien Bernard Lepetit, à partir de 1989. Comme l'auteur de *l'Histoire en miettes* le rappelle dans sa contribution au *Dictionnaire des sciences humaines* que viennent de publier les PUF (2), les *Annales* opèrent alors un « changement d'orientation radical », s'inscrivant dans un « processus d'humanisation » qui affecte bientôt l'ensemble des sciences sociales. Ainsi, la discipline historique peut-elle désormais se « rappeler à une fonction liée à l'agir, à la dette éthique vis-à-vis du passé »...

Membre de la direction des *Annales* depuis les années 1960, l'historien André Burguière, que l'on connaissait pour ses travaux sur l'histoire de la famille, propose aujourd'hui une passionnante « histoire intellectuelle » de la revue fondée en 1929. Mais, si André Burguière a bénéficié d'une position privilégiée d'observation en son sein, on aurait tort de s'attendre à un livre de souvenirs : fidèle à la tradition « annaliste », l'auteur choisit en effet de retracer l'évolution de la revue par le biais de l'histoire des « mentalités », notion inventée par les fondateurs des *Annales*, Marc Bloch et Lucien Febvre.

Cet « esprit » des *Annales* se manifesta dès le départ contre le rôle « hégémonique sur la pensée universitaire » donné à l'histoire sous la III^e République et, surtout, sa conception de « simple reconstitution de la chaîne des événements passés ». Représenté alors par la figure d'Ernest Lavisse, dont le « manuel » devait instruire les futurs citoyens français assis sur les bancs d'une école nouvellement obligatoire, le savoir historique était, depuis les années 1880, investi par les gouvernements républicains d'une « fonction didactique et quasi prophétique ». Or, après la boucherie de 1914-1918, qui a déconsidéré l'idée de progrès, Marc Bloch et Lucien Febvre, marqués tous deux par leur expérience du front, savent désormais que « l'historien



Lucien Febvre, l'un des fondateurs des « Annales ».

ne peut plus prétendre dégager le sens de l'histoire ». Aussi, conscients de la « fonction sociale » de leur discipline, ils vont donc s'attacher, dans leur revue, à « mettre le présent en perspective en le confrontant avec ce que peut nous apprendre le passé ». Ce « va-et-vient » entre passé et présent doit aider le citoyen à comprendre les enjeux collectifs de son temps et le conduire à un « esprit de tolérance et de responsabilité ». Car, pour Lucien Febvre, « il n'y a d'histoire que du présent »...

De ce « présentisme » des fondateurs naît leur volonté d'engager un dialogue avec les autres sciences sociales, en particulier l'économie ou la sociologie, ce qui explique le sous-titre (novateur à l'époque) de cette revue « d'histoire économique et sociale ». Devenues une véritable « école » d'historiens auréolée en outre de l'héroïsme de Marc Bloch (résistant fusillé en 1944), les *Annales* poursuivent après 1945 leur œuvre sous la direction de Lucien Febvre, et voient alors l'arrivée d'autres grands noms de l'histoire au XX^e siècle. Ainsi, Fernand Braudel, avec son impressionnante histoire de la Méditerranée au temps de Frédéric II, donne-t-il à la géographie cette fois une place centrale dans leur démarche. De même, les *Annales* connaissent ensuite un « moment Labrousse », qui, pour sa part, place l'économie au cœur de sa démarche.

Un des points forts du livre d'André Burguière est sans aucun doute l'évocation du

« passage de la comète » foucauldienne dans l'espace de la discipline historique, dès son *Histoire de la folie à l'âge classique*. Celle-ci paraît d'ailleurs en 1961 dans une collection d'« Histoire des mentalités » dirigée par Philippe Ariès, autre historien « annaliste ». Attaqué par de trop nombreux historiens, le travail de Michel Foucault fut au contraire salué par l'équipe des *Annales*, notamment ses ouvrages sur l'origine et l'essor des sciences sociales (*Les Mots et les Choses* ou *l'Archéologie du savoir*). Si, précise André Burguière, en venant traverser « comme un ouragan » la pensée historique, c'est le philosophe « qui a fait l'essentiel du chemin », sa pensée fut un apport considérable à l'histoire des mentalités, si chère aux *Annales*, et notamment le concept foucauldien d'épistémé, qui cherche à délimiter « l'univers du pensable » à une époque donnée.

Peut-être seule fausse note, lorsqu'il aborde les années 1980, André Burguière – en gardien du temple ? – a du mal à remettre en cause les dérives (citées plus haut) de cette période, défendant plutôt en bloc toute l'histoire de la revue. Mais l'auteur se reprend vite en saluant vivement le « retour au politique » à la fin de cette décennie, qui sauve les *Annales* de ce moment de relâchement de sa vigilance vis-à-vis de la pensée (néolibérale) dominante. Ainsi, fort de ce riche héritage intellectuel, l'auteur demande-t-il en conclusion, à ceux qui ont aujourd'hui la charge de l'enseignement de l'histoire, de « se souvenir qu'ils n'ont pas à rassurer des héritiers mais à former des citoyens et avant tout des hommes libres ». Et d'ajouter, après avoir évoqué l'émouvant appel de Marc Bloch en 1940 (dans son *Étrange Défaite*) pour une prise de conscience collective, quelle que soit l'époque : « Les mêmes armes de la critique qui ont su guider la capacité d'étonnement du savant doivent nous aider à déchiffrer les énigmes du présent et à y prendre nos responsabilités, sans nous résigner à l'ordre des choses. » L'esprit des *Annales* est encore vif...

OLIVIER DOUBRE

(1) *La Découverte/poche*, 272 p., [1987], 2005, 11 euros.

(2) *Sous la direction de Sylvie Mesure et Patrick Savidan*, 1 328 p., 35 euros.

L'École des Annales. Une histoire intellectuelle, André Burguière, Odile Jacob, « Histoire », 368 p., 29,90 euros

À lire également : La réédition des écrits de Marc Bloch sur l'Histoire, la Guerre, la Résistance, Gallimard, « Quarto », 1 176 p., 28 euros.

commercé équitable

microcrédit

énergies renouvelables

CREDIT COOPÉRATIF

La banque des valeurs qui n'ont pas de prix

OPCVM socialement responsables

Le Crédit Coopératif est une banque à part. C'est la banque des associations, de l'intérêt général, des entreprises coopératives, de celles et de ceux qui veulent, avec leur argent, passer à l'action solidaire. La banque du commerce équitable, de l'environnement, des énergies renouvelables. C'est la banque de l'avenir. Pour changer ? À vous de décider.

www.credit-cooperatif.coop

CRÉDIT COOPÉRATIF

LA VIE
ASSOCIATIVE
ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



ÉCOLOGIE
Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE
Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action est coordonnée par Françoise Galland avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), David Langlois-Mallet, (Culture), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts : Françoise Galland, 01 55 25 86 88, association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire : Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

ENVIRONNEMENT

Un « écolo » plutôt louche

À Marnay-sur-Seine, dans l'Aube, un industriel veut implanter une usine de biocarburants. La population dénonce un projet coûteux et dangereux.

Marnay-sur-Seine est un petit village de 250 habitants, à 5 km de Nogent-sur-Seine (Aube). La mairie était, jusqu'au 8 août, tenue par Fernand Maillet (proche du FN). Mais l'annonce de l'implantation d'une usine de production de biocarburants (dans le cadre des actions volontaristes de l'État pour développer la filière éthanol, entre autres) sur une exploitation agricole entre Marnay et Pont-sur-Seine a changé la donne. L'implantation a de telles implications environnementales et financières que la mairie a été mise en difficulté. Des élections anticipées ont permis à une coalition hétéroclite de se faire élire en récoltant 52 % de votes dès le premier tour (participation record de 80 %). Remarquable, pour un village où le Front national a fait 43 % aux dernières cantonales ! Motif : la nouvelle équipe municipale s'oppose au projet d'usine. Pilotée par Christian Guillard, elle rassemble écolos, retraités, syndicalistes, « rapportés » parisiens et autochtones.

Mais pourquoi s'opposer ? diront certains. Les biocarburants, c'est bio (plus que le nucléaire de Nogent), ça draine des subventions colossales et ça crée des emplois dans une région peu favorisée. Ce n'est pas si évident (voir entretien). Les Marnois au pouvoir en savent quelque chose.

Lorsque Michel Soufflet, fondateur et président du directoire de la multinationale familiale française éponyme (1), a dû faire une croix sur les terrains d'une « banlieue » de Nogent, Le Mériot (une zone humide jugée inadaptée car trop proche de la Seine, et abritant des espèces protégées), il s'est mis en quête d'un autre lieu d'implantation proche de son siège de Nogent. Discrètement, il a acquis les terres d'un exploitant en retraite, entre Pont-sur-Seine et Marnay, et déposé son nouveau dossier. La commune de Pont a lancé dans la foulée, le 12 septembre, non pas une enquête publique, comme il se devrait, mais une révision simplifiée du PLU (Plan local d'urbanisme). Bouclée – bâclée, dit Cyril Elbaz, conseiller municipal – en un mois, et qui conclura très certainement à la faisabilité de l'usine, moyennant quelques aménagements et dérogations mineurs.

Soufflet est pressé. Les subventions (conseil général, conseil régional, communauté de communes mise en place pour cet objectif, etc.) tombent, il faut construire l'usine, le rond-point qui permettra à deux cents camions de circuler chaque jour, gérer le transit du blé distillé pour produire l'éthanol, et être prêt au



LAURENT LEVASSEUR



Les habitants de Marnay-sur-Seine se mobilisent contre le projet de Michel Soufflet.

1^{er} juillet 2008 à produire le premier des 45 000 hectolitres promis par Thierry Breton.

Face à cette urgence, les Marnois s'activent aussi. Ils se sont constitués en Association de protection de l'environnement, ont pris un avocat, et organisent réunions d'information et manifestations dès que l'occasion s'en présente. Ils informent avant tout sur les multiples nuisances qu'entraînera l'usine pour le village et ceux qui l'environnent. La liste dressée par Cyril Elbaz est impressionnante. À proximité de la future distillerie : un site archéologique proto-historique dont les fouilles préventives seront complétées sous peu par la Direction régionale des affaires culturelles (Drac), un château du XVII^e siècle inscrit aux Monuments historiques, trois zones d'intérêt écologique faunistique et floristique (Zieff) à moins de 200 mètres. Les environs de Marnay sont également classés « Natura 2000 », donc théoriquement protégés de toute dégradation.

Cela ne suffit pas ? En voilà encore : les usines d'éthanol sont classées Seveso 2 (parce que l'éthanol, ça peut exploser). Même si, depuis AZF, la gestion de ces sites à risques s'est sérieusement améliorée, les cuves seraient à 65 mètres de la Nationale 19 (et non 75 mètres, comme l'impose la loi), et à 500 mètres de la

première zone pavillonnaire. On ignore tout de la maîtrise des déchets et des très importants rejets de CO₂. L'enquête a été réalisée à grands frais par CDHU, un cabinet d'architecture troyen, qui est tout sauf expert en la matière. Quant à la pseudo-enquête publique, confie Cyril Elbaz, elle développe toutes ces contraintes, mais botte en touche à chaque fois. Le château n'est pas classé, juste inscrit ; l'usine n'est pas sur une Zieff ; le site archéologique est mineur ; pour la nationale, une dérogation suffira, etc. Les médias locaux – hormis les sites et blogs dissidents – ne relaient guère la fronde de ces Gaulois en colère. Outre les risques, les Marnois ont d'autres arguments. Le maire de Montereau serait prêt à accueillir l'usine sur un espace bien plus adéquat. Mais les collectivités ignorent sa proposition. Celle-ci ne sied sans doute pas à Soufflet, qui souhaite être au plus près de Nogent, suppose Elbaz ; pas plus qu'à Gérard Ancelin (maire de Nogent et vice-président du conseil général) ou à la future Communauté de communes, qui verraient des revenus inespérés partir en fumée.

Nombreux sont ceux qui posent la question de la rentabilité : « Le blé est la céréale la moins efficace en termes de rendement », explique Jean Marc Massin, conseiller régional Vert de l'Aube, proche de France

Plus d'informations

- **Le site de Marnay** (en construction) spe5villages.blogspot.com/
- **La loupe nogentaise**, journal trimestriel papier et sur Internet monsie.wanadoo.fr/Laloupenogentaise/
- **Blog Tonnerre nogentais** monsie.orange.fr/tonnerrenogentais/index.jhtml
- **Comment les Marnois en colère occupent leurs week-ends** monsie.orange.fr/tonnerrenogentais/page8.html
- **France Nature Environnement** www.actu-environnement.com
- **Institut français du pétrole** : une source officielle plutôt objective *Les Biocarburants : état des lieux, perspectives et enjeux du développement*, Technip 2006 et en ligne : www.ifp.fr/IFP/fr/cinfo/Ed-Technip_Biocarburants.htm

Nature Environnement. Pour obtenir l'équivalent d'une tonne de pétrole (1 TEP), il faut produire deux à trois tonnes d'éthanol. Une fois otés la tonne de pétrole nécessaire pour ce faire et les frais et amortissements divers de production, le rendement à l'hectare se situerait entre 1 et 2 TEP. Plutôt 1 TEP, selon l'association Agriculture biologique et biodynamique de l'Aube (Abba).

Pas de quoi pavoiser. Surtout que les coûts d'achat restent trop bas pour compenser la chute des prix des céréales dans l'alimentaire, et insuffisants pour pallier la fin des subventions de la PAC en 2013. « On leurre les agriculteurs aubois, estime Elbaz, car Soufflet achète déjà du blé en Pologne. »

Et le fait est que les agriculteurs, comme Philippe Souillard, président de la FDSEA de l'Aube, s'interrogent. Pour fournir les quotas prévus d'ici à 2008, Soufflet va être obligé d'acheter de l'éthanol à « des pays tiers, comme le Brésil, qui a des tonnes de surplus. À quel prix vendra-t-il et sera-t-on compétitif après ? », se demande-t-il dans un hebdo local (2).

Alors, pourquoi s'acharner sur ce projet ? s'interroge l'association. Pour les seuls beaux yeux de Soufflet ? Parce qu'en intensifiant la désertification rurale (cinquante exploitations ferment chaque année), on favorise la concentration de quelques-uns, qui « intégreront » et salarieront à bon compte des agriculteurs déqualifiés ? Ou parce qu'une fois le foncier à vendre, les communes misent sur la concurrence entre les candidats propriétaires que seraient les magnats de l'agrochimie et les pétroliers ? En attendant, conclut Cyril Elbaz, « il faudra vite coloniser d'autres planètes pour produire les biocarburants nécessaires à ce que tout le monde roule. Une terre n'y suffit pas. À Marnay, nous défendons un tout autre projet de développement économique : tourisme solidaire, jardin botanique régional ouvert aux scolaires, centre d'art contemporain ouvert à tous ». Une vision du développement local pensée et construite sur des années, en totale contradiction avec l'implantation d'une usine potentiellement polluante.

CHRISTINE TRÉGUIER

(1) Créé en 1925, le groupe Soufflet est le premier collecteur français de céréales, le premier maltier (22 usines dans le monde) et le premier meunier européen. Michel Soufflet est classé 65^e fortune mondiale avec 530 millions d'euros de patrimoine. Source : *l'Observateur de l'Aube*, 27 octobre 2006
(2) *Biocarburant : des Aubois s'interrogent*, *l'Observateur de l'Aube*, 27 octobre 2006.

ENTRETIEN

« Un projet irréfléchi »

Conseiller municipal PC de Nogent-sur-Seine, Laurent Levasseur estime que l'installation de l'usine ne profitera pas à la population locale.

L'agglomération de Nogent-sur-Seine est-elle favorable aux usines de biocarburants ?

Laurent Levasseur : Le maire, Gérard Ancelin, également vice-président du conseil général, chargé des questions économiques et très impliqué dans la future communauté de communes (CC), défend le projet bec et ongles. Comme il n'y avait plus de terrains à Nogent, les responsables ont prospecté dans nos « banlieues » : Le Mériot, où Saipol construit une usine de diester, et Marnay, pour l'éthanol. Certains conseillers, maires et moi-même sommes contre. Pas contre l'usine ou les biocarburants, mais contre le choix d'implantation. Nous trouvons ce projet irréfléchi, démarré sans concertation. On nous cache sans doute beaucoup de choses. Et ces industriels qui s'improvisent écolos du jour au lendemain pensent plus à remplir leurs poches qu'à l'intérêt général.

Que va coûter et rapporter l'usine Soufflet aux communes concernées ?

Elle va coûter très cher aux contribuables. Le projet de rond-point sur la nationale 19, à l'entrée de Marnay, coûte 2,5 millions d'euros, payés en partie par le conseil

général. Les responsables avancent des raisons de sécurité routière, mais c'est d'abord pour faire transiter les camions. Un beau cadeau pour Soufflet. En ce qui concerne les gains, le foncier va rapporter aux communes, sans doute ; les taxes professionnelles profiteront à la communauté de communes. Et puis on nous annonce des créations d'emplois. Mais combien et quels emplois ? Nous n'en savons rien

Pensez-vous que le bassin nogentais profitera de ces emplois ?

Gérard Ancelin ne donne jamais aucun chiffre, même pas sur le taux de chômage dans la région. En 1999, il était de 13 %, on estime qu'il est identique aujourd'hui. On nous parle de 60 emplois plus des emplois indirects (entretien, restauration, etc.). Mais combien localement ? On ne sait pas. Ce qu'on sait, c'est que les ANPE voient arriver depuis deux mois pas mal de gens de l'extérieur qui s'installent à Nogent pour travailler à l'usine.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Agenda

Reims : les 16 et 17 novembre, la Confédération paysanne et la Fédération associative pour le développement de l'emploi agricole et rural (Fadear) organisent un colloque sur les énergies renouvelables, intitulé « Face aux enjeux énergétiques, quelle politique agricole européenne et régionale ? ». Pour assurer la bonne marche de l'événement, la conf 52 a besoin d'aide pour le service des repas et en appelle aux volontaires. *Fadear, 01 43 63 91 91, fadear@globenet.org*

Bourg-en-Bresse : du 10 au 19 novembre, à l'occasion de la 10^e édition des Florales de Bourg-en-Bresse, le photographe Ilan Wolff et l'Établissement et service d'aide par le travail de l'Association pour adultes et jeunes handicapés (Apajh) de Charnoz-sur-Ain exposent une certaine d'images obtenues par la photographie en *caméra obscura*, le photogramme et les ombres chinoises. *Infos : www.floralesdebουργenbresse.com*

Paris IV^e : le 10 novembre, à 13 h 30, jugement du porte-parole de Droits devant !, Jean-Claude Amara, accusé « de violences volontaires à agent de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions » en avril 2006, lors de l'occupation de l'ex-Musée des colonies. Vu l'exigüité des lieux, Droits devant !! demande aux associations de déléguer deux ou trois personnes maximum. Un autre rendez-vous de soutien est prévu pour tous le même jour. *Rendez-vous à 13 heures devant la salle de la 10^e chambre du Tribunal de grande instance de Paris, Palais de justice, métro Cité. Contacts : 06 73 54 25 44, 06 07 80 99 59 ou 06 30 12 61 02.*

Paris XII^e : le 14 novembre à 19 h, à la Maison d'Europe et d'Orient, projection du documentaire *Un président ordinaire*, de Yuri Khachevackij, dans le cadre du Festival de culture biélorusse en France, organisé par l'association Bel Project. Un film satirique à la critique acide envers le président biélorusse Alexandre Loukachenko. La projection se fera en présence du réalisateur et se prolongera par un échange avec le public. *Maison d'Europe et d'Orient, 3 passage Hennel, 75012 Paris, accès par le 105, avenue Daumesnil. Rens. : 01 40 24 00 55, www.sildav.org. Entrée libre.*

Paris VI^e : le 15 novembre, l'association Orée et France Nature Environnement organisent les assises « Ensemble pour la biodiversité ». L'érosion de la biodiversité est une menace qui concerne tout le système vivant : il est temps de se mobiliser et de changer d'échelle d'action ! Le nombre de places disponibles se réduit de jour en jour, mais il est encore temps de s'inscrire. *Rendez-vous au Sénat de 9 h à 18 h 30. Inscription obligatoire par fax au 01 48 24 08 63 ou par courriel à baillergeau@oree.org*

Paris X^e : le 14 novembre, à 17 h 30, l'association 4D organise une conférence-débat sur le thème « Les services publics : quels enjeux pour le développement durable ? » à la Maison de l'architecture (salle de la chapelle), 148, rue du faubourg Saint-Martin. *Confirmez votre présence par courriel : adebouci@association4d.org. Rens. : 01 44 64 74 94, www.association4d.org*

Conflans : le 14 novembre, la section locale de la Ligue des droits de l'homme organise une table ronde avec des intervenants de renom (Jean-Pierre Dubois, président national de la LDH, Laurent Bonelli, sociologue, Denis Salas, magistrat, etc.), précédée d'une ouverture originale en chansons. Le thème de la rencontre : « Six lois sécuritaires en quatre ans ! Quelles conséquences pour tous ? » *Rens. : 06 16 74 78 03 et 06 70 84 84 71, ldh-conflans@club-internet.fr*

RÉSISTANCES

IMMIGRATION
Pétition contre la rétention

Le réseau Terra relaie l'appel de 300 artistes, écrivains, éditeurs et journalistes français pour la fermeture des centres de rétention pour étrangers et l'arrêt immédiat des expulsions de personnes résidant en France sans titre de séjour. Les premiers signataires du texte



estiment qu'il est « irresponsable de faire de l'Europe une forteresse impénétrable aux immigrants sans moyens : c'est, aujourd'hui, nous rendre auteurs d'une répression qui aboutit à des

morts intolérables, et c'est préparer, demain, l'explosion de terribles violences. » Ils considèrent également « comme une farce » l'exception accordée aux « compétences et talents », par laquelle la France prétend faire son marché des forces intellectuelles et artistiques. Tous attendent des instances politiques françaises « la prise en compte explicite et sérieuse de ces questions pressantes dans leurs programmes d'action ». Pour signer la pétition : www.sitaudis.com/petition

ANTIPUB

Défense d'afficher ses opinions

Les barbouilleurs de panneaux publicitaires font face à plusieurs procédures judiciaires.

À l'approche des fêtes de fin d'année et de leur folle consumériste, il s'agit de ne pas distraire le bon peuple de son devoir premier : acheter. Sept membres du Collectif des déboulonneurs viennent de l'apprendre à leurs dépens. Ils ont été arrêtés le 28 octobre devant la gare

quatre heures au commissariat du XIV^e arrondissement, ils se sont vu remettre une convocation devant le tribunal correctionnel pour le 12 janvier 2007, devant la 29^e chambre. Inculpés pour « avoir volontairement dégradé collectivement des panneaux publicitaires, dégradation dont il est



résulté un dommage grave, en l'espèce par de la peinture indélébile », les militants encouront 75 000 euros d'amende et cinq ans de prison. En outre, quatre des sept barbouilleurs, ne se considérant pas comme des criminels, ont refusé de donner leurs empreintes digitales et d'être photographiés de face et de profil. Ils feront l'objet d'une double procédure. Pour autant, le procès du 12 janvier ne sera pas le premier pour le collectif : à Montpellier, en juillet dernier, deux barbouilleurs ont écopé d'une peine – clémente – de deux cents euros d'amende avec sursis. À Alès, le 8 décembre, deux autres barbouilleurs passeront en justice pour des faits identiques. La traque des empêcheurs de surconsommer en rond a commencé.

XAVIER FRISON

Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, site : www.deboulonneurs.org

PRISONS
Provisoire infini

L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat) interpelle le garde des Sceaux sur le cas du détenu Cyril Khider, en détention provisoire depuis cinq ans, dont presque quatre à l'isolement. « Une situation inacceptable que le garde des Sceaux a prolongée le 4 octobre dernier », rappelle l'Acat, « consternée ». L'association demande en urgence le jugement sans délai de Cyril Khider, qui mettrait fin à la détention provisoire abusive dont il fait l'objet, la fin de la mesure d'isolement, qui détruit la santé de ce détenu « comme l'attestent plusieurs certificats médicaux que l'administration n'a pas pris en compte » et une « lisibilité et une transparence plus grandes » de son dossier.



Acat, 7, rue Georges Lardennois, 75019 Paris, 01 40 40 42 43, site : www.acat.asso.fr, courriel : acat.france@acat.asso.fr

LOGEMENT
Trop d'expulsions

Comme tous les ans, la trêve hivernale est entrée en action le 1^{er} novembre, et ce jusqu'au 15 mars. Pendant cette période, aucune expulsion forcée ne peut intervenir, même si la mesure ne profite pas, en principe, aux squatteurs ni aux occupants sans droit ni titre. Malgré cette disposition, « les chiffres 2005 des assignations en justice pour impayés et des décisions d'expulsions restent extrêmement élevés », dénonce la Fondation Abbé-Pierre : « 99 668 résiliations de bail, c'est-à-dire quasiment le même niveau qu'en 2004, où elles avaient légèrement dépassé le seuil historique de 100 000 ! » Un chiffre d'autant plus inquiétant que l'État avait fixé aux préfetures des critères de performances destinés à faire baisser sensiblement les assignations et les

CHÔMAGE

Des chiffres à déchiffrer



Malgré l'annonce de chiffres optimistes (d'août à septembre, en données brutes, 11 100 chômeurs de moins pour 37 075 « radiations-sanctions »), Agir ensemble contre le chômage (AC !) rappelle que la France compte toujours près de 3,8 millions de personnes inscrites à l'ANPE, dont plus de 2,1 millions pour la catégorie 1, la seule retenue dans les annonces officielles. « Certes, le chiffre du chômage est plus présentable sous le double effet du ralentissement des inscriptions et du maintien du volume des sorties », constate AC !, mais l'association craint le nombre croissant de suppressions de postes annoncées par les entreprises dans les prochains mois, tandis que la stabilité du nombre de sorties est fragile : sur une année, les offres d'emploi ne progressent que pour celles de type C, c'est-à-dire les « emplois occasionnels » (moins d'un mois), en hausse de 13,4 % sur un an. En parallèle de cette généralisation de la précarité, la proportion de chômeurs indemnisés par l'assurance-chômage continue de baisser, passant en un an de 50,8 % à 48,2 %. Pour toutes ces raisons, « l'urgence est à l'action collective », affirme l'association, qui appelle à manifester le 2 décembre à Paris avec les mouvements de lutte contre le chômage ainsi que de nombreux syndicats et associations. Avec un seul mot d'ordre : tous ensemble « contre le chômage et la précarité, pour la justice sociale ! ».

X. F.

AC !, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, site : www.ac.ue.org

jugements. Les données relatives au premier semestre 2006 dont dispose la Fondation feraient en outre apparaître une augmentation des recours à la force publique de près de 50 % par rapport à la même période en 2005. Face à ce triste constat, la Fondation Abbé-Pierre réaffirme combien « traiter les symptômes n'a jamais permis de guérir la maladie ». Les bonnes intentions « s'avèrent très insuffisantes pour faire contrepoids à l'augmentation de la



AFP

précarité, à la flambée exponentielle des prix du foncier, à une augmentation des loyers qui est le double de l'inflation, et à des prix de relocation en cas de changement d'occupant de plus de 10 % ! ». Pour l'organisation, seule une politique vigoureuse de relance du logement locatif à caractère social, une intervention publique pour réguler les dérives du marché immobilier et une meilleure prise en compte des situations des ménages en difficulté peuvent participer à améliorer le quotidien des centaines de milliers de ménages vivant en situation de fragilité. Fondation Abbé-Pierre, 3-5 rue de Romainville, 75019 Paris, 01 55 56 37 00, site : www.fondation-abbe-pierre.fr

SANTÉ
La tuberculose menace

« Compter sur les stratégies actuelles de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour faire face à la tuberculose ultra-résistante serait catastrophique », a alerté Médecins sans frontières lors de conférences de presse organisées simultanément à Paris et à Genève. Selon l'ONG, « les médicaments et diagnostics disponibles sont incapables de faire face à la maladie ». Un rapport de MSF, présenté cette



AFP

semaine lors de la 37^e Conférence mondiale de l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires à Paris, montre qu'aucun des médicaments actuellement en cours de développement ne permettra d'améliorer de façon radicale le traitement de la tuberculose dans un futur proche. « L'OMS doit donc revoir ses priorités en matière de tuberculose et engager des actions concrètes pour accroître les fonds dédiés à la recherche et au développement », explique MSF. Car, avec 450 000 nouveaux cas de tuberculose résistante enregistrés tous les ans, le problème de la résistance aux traitements s'amplifie d'année en année. MSF, 8, rue Saint Sabin, 75011 Paris, 01 40 21 29 29, site : www.msf.fr

ARMES

Traité en vue

Première victoire significative pour la campagne « Contrôlez les armes » d'Amnesty International, Oxfam International et le Réseau d'action international sur les armes légères. Le 26 octobre, aux Nations unies, la majorité des gouvernements ont en effet franchi la première étape vers l'élaboration d'un traité international sur le commerce des armes. Ce vote intervient trois ans après le lancement d'une campagne grâce à laquelle plus d'un million de personnes, dans 170 pays, ont demandé l'adoption d'un tel traité. Le vote a eu lieu au sein de l'Assemblée générale des Nations unies. Alors que les gouvernements se prononçaient pour la première fois, la réponse a été favorable à une majorité écrasante : 139 pays ont voté pour l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes, seuls les États-Unis se sont prononcés contre. L'Afrique, l'Amérique latine et l'Europe ont manifesté un soutien particulièrement vigoureux à la proposition. À compter du début de l'année 2007, le nouveau Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, consultera les États membres concernant les fondements de ce traité. La résolution soumise au vote était parrainée par 116 gouvernements, un nombre considérable pour une initiative aussi audacieuse. Cette semaine, quinze lauréats du prix Nobel de la paix ont par ailleurs soutenu l'appel en faveur d'un traité dans une déclaration commune. « Ce vote massif représente un moment historique pour les gouvernements, qui auront la possibilité de mettre un terme à des transferts d'armes irresponsables et immoraux », a déclaré Kate Gilmore, la secrétaire générale adjointe d'Amnesty International. Une première qu'il reste à transposer dans les actes.

X. F.

Oxfam France-Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, www.oxfamfrance.org

SUR LE NET



La faute au Net

Les gens désœuvrés peuvent développer des idéologies radicales et des pratiques violentes sur Internet. Ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui le dit, c'est Michaël Chertoff (notre photo), secrétaire au Homeland Security américain. Lors d'une réunion de l'association des chefs de police, il a très sérieusement expliqué qu'Internet radicalisait les gens ; qu'ils pouvaient s'y entraîner sans devoir aller dans un camp spécialisé ou parler à quiconque (sic). « C'est une nouvelle race de terroristes, a-t-il conclu, que nous ne serons pas en mesure de détecter via des espions ou des satellites. » Avez de faiblesse ? Les vingt policiers mutés dans des « Intelligence fusion centers » pourraient bien ne servir à rien. Alors que faire ? Une seule solution : tuer Internet, et rouvrir des camps de travail obligatoire. www.boingboing.net

Édition et contrefaçon

Les appétits hégémoniques de Google et de Microsoft ne plaignent pas à tout le monde. Ils irritent, entre autres, les éditeurs de livres et de presse, dont les publications sont indexées de facto par leurs portails d'actualité. Le mois dernier, c'étaient les éditeurs belges, rassemblés sous l'égide de CopiePresse, qui ont mis en demeure MSN Actualités. Ils leur demandent de cesser de publier sans autorisation les accroches de leurs articles. La menace devrait porter, car le tribunal de Bruxelles a statué le 5 septembre sur une plainte identique

contre Google News. La société doit purger ses pages de tous les articles des journaux adhérent à CopiePresse, sous peine d'une astreinte d'un million d'euros par jour ! En France, ce sont les éditeurs de livres qui réagissent. Représentés par le Syndicat national de l'édition (SNE, 90 % des éditeurs français), ils poursuivent Google Books pour avoir numérisé et mis à disposition sans autorisation des œuvres ou extraits d'œuvres littéraires protégées. Plusieurs milliers d'ouvrages seraient concernés. Cette plainte fait suite à celle lancée en juin par les éditions de La Martinière. Le SNE exige « l'arrêt immédiat de la numérisation de ces œuvres par Google sans autorisation ». Et demande 500 000 euros de dommages et intérêts par infraction constatée. Pour Google, tout a été fait selon les règles, et les éditeurs n'ont qu'à se manifester pour voir leurs ouvrages retirés. D'autres, comme les éditions de l'Éclat, ont choisi de marcher avec Google. Une forme de cohérence avec les exigences de remise en cause du verrouillage de la culture par un droit d'auteur anachronique à l'heure d'Internet. www.01net.com/editorial/331246/justice/l-edition-francaise-poursuit-google-pour-contrefacon

Faut-il une grande cuillère pour signer avec Google ? <http://www.lyber-eclat.net/google.html>



AFP

BABIL WEB

PAR CHRISTINE TRÉGUIER

Cracks des blogs

Après les Clics d'or, grande cérémonie institutionnelle française visant à décerner des prix aux « meilleurs de nos sites », c'est Technorati, site américain expert es blogosphère, qui publie un classement des 100 blogueurs français les plus influents. Figurer dans ce hit-parade des « cracks d'or » n'est pas neutre, tant les blogueurs sont courtisés par les politiques et les entreprises. Dans les premières places, on trouve l'inévitable Hervé Lemeur, qui a fait fortune avec sa plate-forme SixApart. Il s'avoue très demandé, mais affirme : « Ce n'est pas pour autant que j'accepte de parler de tout. Je garde mon libre-arbitre. » On l'espère pour lui, même si la suite interpelle : « Je conseillerais aux entreprises de déterminer les dix blogueurs qui comptent pour leur marque. Et d'avoir une démarche proactive vis-à-vis d'eux. » Aussi proactive sans doute que celle qu'a pu avoir Lemeur vis-à-vis de Nicolas Sarkozy, qu'il fut le premier à podcaster.

À bien y regarder, la blogosphère, même si elle est plus ouverte et devient la source d'information des « vrais journalistes », qui souvent la pillent et la dénigrent joyeusement, ne fonctionne pas si différemment du petit milieu qui fait et défait l'information. Selon Technorati, elle double tous les six mois (1,6 million de billets publiés chaque jour, 67 000 toutes les heures). Comment, dans un tel univers en expansion, se déterminent les influences ? Comme partout ailleurs : les plus fréquemment repris dominent le « bruit de fond » de l'univers. Pour identifier ces étoiles plus brillantes, les internautes vont explorer les blogs influents. La boucle est ainsi bouclée. L'univers enfle, parfois une étoile meurt et d'autres naissent, invisibles aux yeux du monde jusqu'à ce que leur minute de gloire arrive. Trêve de critiques, le classement français est intéressant. Parmi les dix premiers, on trouve Point Blog, canal historique d'information sur les blogs (dû à l'excellent Cyril Fievet), Tech Crunch, version française du blog expert en Web 2.0, ou *le Journal d'un avocat* de M^e Eolas, réputé pour ses analyses sérieuses du paysage internet-judiciaire. Le hit-parade établi par Point Blog intègre, lui, des lieux plus éclectiques, comme 404 Brain not Found ou Les coups de langue de la grande rousse, carnet d'une *passionnata* de la langue de Molière. Pour être dans le Top 20 de Point Blog, il faut au minimum 200 liens. Pourpolitix.org ne doit pas en être très éloigné. Encore faudrait-il que ce soit un vrai blog. Ça viendra !

<http://www.01net.com/article/329153.html>
http://www.pointblog.com/past/2005/06/13/le_top_20_des_blogs_francophones_selon_technorati.htm

SQUAT
Soutenir le
Goumen bis

C'est la saison du destin pour nos petits lieux... Voici que le Goumen bis, charmante baraque de fête et de spectacles qui affiche vingt ans de bons et joyeux services dans sa ruelle de Ménilmuche, se voit contraint au départ par décision de justice. Les saltimbanques des Nocturbaines, les journalistes indépendants de Télé Bocal et Dremland, l'association qui assure la programmation, savent qu'ils ne devaient ce bout de territoire poétique qu'à la sympathie pour les artistes d'une vieille dame, longtemps propriétaire des lieux. Son héritier, depuis sa disparition, ne l'entend pas de cette oreille et veut bien sûr profiter de la plus-value immobilière. C'est lui

qui a obtenu gain de cause. Reste que des liens se sont créés entre cet attachant petit havre de culture populaire et son quartier. Que sa réputation s'est étendue plus loin encore. Et que la question de la place des cultures de proximité à Paris se trouve posée par ce conflit. Une fois encore, direz-vous ! C'est fatal, une concentration de deux millions d'âmes a besoin de plus d'un petit lieu. Un par quartier, au moins ! En attendant, les soutiens se regroupent régulièrement dans une ambiance festive (dates à venir sur le site) pour collecter les 5 000 euros d'astreinte mensuels, et les résidents sans titre cherchent à négocier un bail précaire. À suivre, mais surtout à soutenir ! **Le Goumen bis, 2 bis, cité Aubry, 75020 Paris. <http://goumenbis.free.fr>**

Au cœur du débat public



www.editionsladecouverte.fr



PROJECTION-DÉBAT
Venezuela,
la révolution ?

Que se passe-t-il au Venezuela ? Perdus dans le déprimant désert politique que nous connaissons en Europe, ou accaparés par nos oasis militantes particulières, on se retourne surpris par les nouvelles qui viennent d'Amérique latine. Les changements qui ont eu lieu au Venezuela, par exemple, sont-ils l'énième bégaiement d'un vieil espoir qui attend d'être déçu ? Ou y a-t-il du neuf, du vivant, des promesses suivies d'actes ? Le peuple, les exclus ont-ils

la parole ? Intrigué, Michel Roger, de la Compagnie Jolie Môme, qui ne fait pas que promener avec entrain le fanion du vieil espoir dans les rues, a voulu en avoir le cœur net. Il s'est rendu sur place. Autour de la projection du film *Bruxelles-Caracas*, de Vanessa Stojilkovic, qui donne la parole aux Vénézuéliens, Michel Roger nous invite à une soirée de témoignage et de débats, avec, entre autres, Michel Collon, auteur belge spécialisé en géopolitique, et Eva Golinger, auteure américaine d'un livre sur les relations entre la CIA et le Venezuela. Ils nous promettent un éclairage neuf et pertinent sur un processus surprenant et méconnu. Connaissant la compagnie, vous pouvez aussi compter sur un accueil et une soirée de qualité dans leur fief dionysien de la Belle-Étoile. C'est pas encore le grand soir dans nos faubourgs, mais c'est déjà beaucoup mieux que les soirées diapos de vacances ! **Bruxelles-Caracas, mercredi 15 novembre à 19 h 30, avec la Compagnie Jolie Môme. Rens. et rés. : 01 49 98 39 20 www.cle-joliemome.org www.michelcollon.info**

MÉDIAS



Bellacio
a des ennuis

Le site www.bellacio.org est estimé et reconnu des web-activistes. C'est une petite barricade virtuelle riche d'informations bien réelles, qui assure de nombreux relais contestataires. Pour preuve, il fête en ce moment sa vingt-trois-millionième visite ! Malheureusement, il n'a pas trop le cœur à la fête ces jours-ci, avec un curieux et pour tout dire assez baroque procès que lui intentent les Chantiers de Saint-

FESTIVAL

De bouche
à oreilles neuves



De fortes paroles jailliront au creux de la saison froide dans une quarantaine de petits pays de Bretagne. Comme tous les ans, le festival Paroles d'hiver rassemble des artistes porteurs d'un engagement, d'un témoignage sur la réalité du monde, avec les habitants de territoires qu'on laisse d'habitude au silence, ou, pire, à la télé. À l'opposé du divertissement, des messages de haute volée pour des peuples neufs et avides. Avis de fusion ! **Paroles d'hiver, festival des arts de la parole en Côtes-d'Armor, du 23 novembre au 10 décembre. Contact : ODDC, 2 bis, place Saint-Michel, 22000 Saint-Brieuc, 02 96 60 86 10, www.oddc22.com**

Nazaire. La justice a notifié à son principal animateur, Roberto Ferrario, sa mise en examen pour avoir publié un...

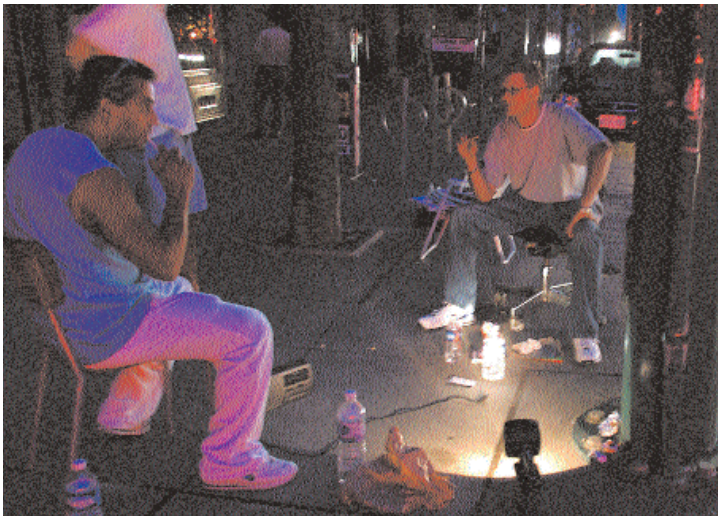
communiqué de presse ! Un texte qui émanait de la USM-CGT, intitulé « Flibusterie moderne », et qui portait sur les conditions d'embauche illégales d'ouvriers polonais sur le site des Chantiers. On apprend ainsi, par exemple, que les pauses-repas n'étaient pas respectées pour ces ouvriers parfois employés au noir, que l'on avait évacué discrètement vers l'Allemagne un ouvrier victime d'un accident, etc. Les Chantiers voudraient se faire de la contre-publicité qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. On s'interroge, du côté de Bellacio, sur la faute qu'il pourrait y avoir à reprendre, comme d'autres journaux, une information par définition publique, puisque adressée à toute la presse... Reste que le petit réseau bénévole est

en péril. Il engrange les soutiens, mais se demande parfois si on ne voudrait pas faire taire ceux qui ont un peu bruyamment crié « non » au dernier référendum ou réduire le dernier espace libre, accessible sur Internet. **<http://bellacio.org/fr> Pour voir le communiqué : http://bellacio.org/fr/article.php3?id_article=18759**

MUSIQUE
Les Barbarins
fourchus

Bien sûr, vous avez peut-être prévu autre chose, mais, dimanche 19 novembre, à 17 h 30, à Grenoble, cela vaudra vraiment la peine de se rencarder autour de l'illustre grand orchestre des Barbarins fourchus ! Il est prudent de réserver, car le truc s'ébruite... Ça devrait déchirer les tympans de sa mère ! **La Premiata Orchestra di Ballo, Théâtre 145, 145, cours Berriat, 38000 Grenoble. Rens. : 04 76 49 53 39 www.theatre145.com**

Panne d'imagination



Samedi 5 novembre, le réseau électrique européen a connu la plus vaste panne de son histoire. Vers 22 heures, la déconnexion volontaire d'une ligne très haute tension (400 000 volts) dans le nord-ouest de l'Allemagne déséquilibre brutalement le réseau, localement. En quelques minutes, l'incident déclenche en cascade une mise hors service automatique des circuits d'approvisionnement, et plonge dans le noir plus de 10 millions de personnes dans toute l'Europe. L'onde a principalement touché l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, mais aussi le Portugal, la Belgique, les Pays-Bas, la Croatie, l'Autriche, la République tchèque, et même le Maroc, « délesté » à la suite de la suspension de l'interconnexion Maghreb-Espagne. En France, 5 millions de personnes sont privées d'électricité pendant près d'une heure. Premier réflexe des techniciens, et notamment par la voix d'André Merlin, président du Réseau de transport français d'électricité (RTE) : c'est la conséquence d'un déficit de centrales et de lignes à haute tension. Ainsi, a-t-on pu entendre, les Allemands auraient péché par manque de centrales – le prix de leur sortie du nucléaire –, ou encore par une surproduction de leurs éoliennes, saturant un réseau de transport d'électricité sous-dimensionné ; et puis comme les gens ne veulent pas voir de lignes à haute tension sous leurs fenêtres... Bref, les Allemands produisent mal et pas assez, et les consommateurs sont inconséquents, refusant de nécessaires investissements. Les réseaux nationaux sont de plus en plus étroitement interconnectés, en Europe. Au départ, une mutualisation très utile pour la sécurisation de l'approvisionnement : comme l'électricité n'est pas aisément stockable, on gère le système en ajustant constamment la production à la consommation, et d'autant mieux que le réseau est étendu. Le problème, c'est qu'il sert surtout, aujourd'hui, à fluidifier le marché de l'électricité, libéré des tutelles publiques depuis la fin des années 1990 en Europe. Environ 10 % du courant consommé en Europe est échangé, entre compagnies devenues de plus en plus puissantes par le biais de regroupements industriels. Par exemple, la France se trouvait, au moment de la panne, en situation exportatrice. Mais quand bien même cela n'aurait pas été le cas : la capacité de production du pays n'était alors employée qu'à moins de 60 %, et les centrales de réserve (1) n'ont été d'aucune utilité pour empêcher les systèmes de sécurité, très réactifs, de déléster d'un coup le réseau français d'environ 10 % de la consommation appelée. **« Toujours plus de centrales et de lignes haute tension : on a créé des monstres ingérables, et l'on veut poursuivre dans cette voie, s'agace Stephen Kerckhove, coordonnateur des campagnes de l'association Agir pour l'environnement. Encore une fois, la réponse à la fragilité du système, c'est la fuite en avant productiviste. »** Aveu savoureux de Romano Prodi, chef du gouvernement italien et ancien président de la Commission européenne : il manque cruellement une autorité commune européenne en matière d'énergie ! Pour les associations écologistes, la solution n'est pas dans la désignation d'un chef d'orchestre pour accompagner le gigantisme, mais dans le développement des énergies renouvelables, aux unités de production plus modestes, plus proches des consommateurs – ce qui réduit les pertes –, et aussi dans une politique résolue de réduction des consommations : en Europe, la demande d'électricité croît de 3 % par an.

PATRICK PIRO

(1) Qui demandent au moins une demi-heure pour entrer en service.

DANS LES REVUES

L'habitat

C'est le thème du dossier de la dernière livraison de *l'Écologiste* (1). Alors que les campagnes de sensibilisation se multiplient autour de l'impact des bâtiments sur l'effet de serre, que se tient le salon Ecobuilding Performance (2), etc., la revue fait un grand tour d'horizon sur la maison écologique (avec un guide pratique). Prêts à passer à l'acte ? La truelle ne vous fait pas peur ? Ce mois-ci, le bimestriel *la Maison écologique* (3) fait la part belle au bois et aux enduits à la chaux. **(1) n° 20, sept.-déc. 2006, 01 46 28 70 32, www.ecologiste.org (2) www.ecobuilding-performance.com (3) n° 35, oct.-nov. 2006, 02 99 37 06 97, www.la-maison-ecologique.com**

Les déchets

Trente ans après, il reste toujours à faire la lumière sur la catastrophe de Seveso, symbole du danger des industries chimiques, comme le montre René Hamm, dans son enquête parue dans *Silence* (1). Question déchets, le *Nouveau Consommateur* (2) n'hésite pas à parler de mafia, revenant sur l'affaire des résidus toxiques qui ont tué une dizaine de personnes et affecté des milliers d'autres à Abidjan. Et comment réduire la masse de nos déchets au quotidien ? C'est l'objet du dossier très fouillé de *la Revue durable* (3). Sachez que votre poubelle peu facilement maigrir d'un bon tiers de sa masse ! **(1) n° 339, oct. 2006, 04 78 39 55 33. (2) n° 16, sept.-oct. 2006. (3) n° 22, oct. 2006.**

Le montant total de cette redevance sera d'environ 40 millions d'euros par an, somme bien modeste pour dissuader de la surconsommation de pesticides, dont le budget annuel est de l'ordre de 1,8 milliard d'euros ! En fait, cette redevance n'est pas autre chose que la transformation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), qui, au lieu d'alimenter Bercy, viendra grossir le budget des agences de l'eau : nous sommes donc en présence d'un jeu d'écriture ! Et un jeu d'écriture ne saurait faire régresser une pollution que la TGAP n'est pas parvenue à endiguer. Constat que mettent en évidence les états des lieux réalisés en France en 2004. Et puis la formulation du texte de loi est ambiguë. Car, enfin, « agence de l'eau », cela peut être la tutelle, au travers d'un décret d'application, nécessaire pour éviter les incohérences de bassin à bassin ; ou bien le Comité de bassin, lieu où s'affrontent directement des intérêts contradictoires ; ou encore un mélange de ces deux options ! Quoi qu'il en soit, la lutte contre les pesticides se complique encore avec la mise sur le marché de nouvelles molécules très actives à de très faibles concentrations, donc quasiment indétectables. Dans ce contexte, l'activité des agences pourrait bien consister à taxer des molécules « anciennes » que l'on n'utilise plus, tout en laissant filer les nouvelles que l'on ne peut voir ! Domptée et éclairée par des intérêts puissants, cette loi sur l'eau reste aveugle ! **Bernard Rousseau est responsable des politiques eau de France Nature Environnement (FNE), dont il est l'ancien président.**

NOVEMBRE 2006



... pas si diplomatique que ça.

★ DOSSIER ÉTATS-UNIS

Rituel électoral dans une société de castes

par Serge Hallimi

D'où viennent les tortionnaires d'Al-Qaida ?

par Avery Gordon

Comment le « management » réécrit l'Histoire

par Avery Gordon

Enquête sur General Electric

par Olivier Villain

★ GÉOPOLITIQUE

Islam, fascisme et grossiers amalgames

par Stefan Durand

Une filiale algérienne pour Al-Qaida

par Mathieu Guildère

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX ★ 4 €

Agenda

● Du 15 au 17 novembre, un colloque scientifique international sur le thème « Démocratie participative en Europe » est organisé, à Toulouse, par le laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales de l'université Paul-Sabatier. Il s'agira de rassembler les analyses concernant les lieux, les moyens, les enjeux et les limites de la démocratie participative promue par l'Union européenne en direction de ses citoyens et de leurs organisations, puis de mettre en exergue des expériences diverses et les modalités d'appropriation de ce concept, et enfin de croiser les études sur les pratiques et les dispositifs de communication propres à la démocratie participative.
Rens. : lerass.democratie2006@iut-tlse3.fr, www.lerass.iut-tlse3.fr/democratie2006

● Le samedi 18 novembre, de 9 h à 16 h, l'Association des amis d'Accueil paysan (AAP) tiendra son assemblée générale chez Gilbert et Odile Belgrano, à Valfleury (42). Puis, les 5 et 6 décembre, c'est l'association Accueil paysan elle-même qui organisera ses rencontres nationales annuelles et son assemblée générale, à La Rochelle (17). Pour ceux qui voudraient en savoir plus sur ces associations, l'AAP édite un bulletin d'information qui donne des nouvelles et des témoignages des accueillants et des accueillis, en France mais aussi au Brésil, au Mali, etc. Soutenir ou rejoindre l'AAP, présidée par le maire de l'Île-Saint-Denis (93), Michel Bourgain, c'est aussi aider le réseau Accueil paysan, qui rencontre beaucoup de difficultés pour avoir le droit d'exister et se développer face à la concurrence des réseaux d'hébergement à la campagne proches de la FNSEA et face à l'hostilité des pouvoirs publics.
AAP, MIN, 117, rue des Alliés, 38030 Grenoble cedex 2, 04 74 43 44 83, www.accueil-paysan.com, amis@accueil-paysan.com

MÉDIAS Débats à Marseille

L'Équitable Café propose tout au long du mois de novembre, à 20 h, des rendez-vous sur les médias alternatifs. Ce café-bar-épicerie ouvert du mardi au samedi de 15 h à 23 h recevra, le mardi 14 novembre, la réalisatrice Alexandra Vergnault, pour une projection de son film *les Années Lire*, qui raconte l'histoire de la librairie coopérative « Lire ». Mercredi 15 novembre, débat sur « Peut-on rire de tout ? » autour des rédacteurs, auteurs et dessinateurs de l'association la Tchatche, qui édite *le Ravi*. Jeudi 16 novembre, soirée avec les télévisions associatives o2zone TV, Tabasco vidéo, Protis TV et Images et paroles engagées, qui diffusent sur le câble, Internet ou la TNT : « Le pluralisme fait-il peur ? Et pourquoi ? » Mercredi 22 novembre, « Quel avenir pour les radios

libres ? », avec Radio Galère, Radio Zinzine et Radio Grenouille, dont l'indépendance est menacée. Jeudi 23 novembre, soirée sur les logiciels libres avec projection du court-métrage *le Pacte des GNU* et débat avec les associations Axul et Assodev/Marsnet. Pour finir le mois en beauté, mardi 28, soirée sur « la mise en réseau des médias alternatifs », proposée par l'Apeas et Marsnet ; mercredi 29, rencontre avec le collectif Indymédia Marseille ; et jeudi 30, débat sur « Coopérer et communiquer grâce aux outils et services solidaires ».
L'Équitable Café, 27, rue de la Loubière, 13006 Marseille, 04 91 48 06 62.



APR

ENTRETIEN

« Une place à toutes les voix »

Vice-présidente (Verts) du conseil régional d'Île-de-France, Francine Bavay revient sur la création du Centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire.

Le conseil régional, à l'initiative du futur Centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire (1), a suscité quelques critiques d'organisations d'économie solidaire (voir « Politis » n° 921 et 924). Quelle est votre réaction ?
Francine Bavay : J'ai été étonnée par ces critiques parce que, de fait, ce Centre de ressources n'a pas été une décision du conseil régional mais bien celle de tous les acteurs engagés dans l'économie sociale et l'économie solidaire en Île-de-France. Nous avions mis en place, il y a déjà dix-huit mois, un comité de pilotage permanent qui a participé à la délibération-cadre sur l'économie sociale et solidaire de décembre 2005. Après l'adoption de cette délibération, le groupe de travail *ad hoc* du comité a participé à la conception du centre de ressources. Il faut d'ailleurs remercier son animateur bénévole, Nicolas Froissard. Nous avons cherché les moyens de donner à ce centre tous les atouts pour répondre aux attentes des acteurs en Île-de-France. Les travaux ont permis de poser la question de la convergence entre l'économie sociale et l'économie solidaire. Et cela s'est notamment traduit par la création d'une représentation de l'économie solidaire au sein de la Chambre régionale de l'économie sociale (Cres). Elle a été confiée à l'Appel pour une conférence permanente de l'économie solidaire en Île-de-France (Acpes), qui était un acteur représentatif pendant ces débats. Des divergences ont provoqué une scission dans cette coordination. Cette situation a donné naissance au Collectif économie solidaire Île-de-France (Cesif), lequel revendique aujourd'hui la représentation de l'économie solidaire.

L'économie solidaire apparaît peu dans la constitution du conseil d'administration du centre de ressources. Pourquoi figure-t-elle dans un troisième collège électif, alors que les deux autres sont de droit et qu'un deuxième collège est constitué de six représentants de la Cres Île-de-France ?
On ne pouvait pas donner une représentation au Cesif avant qu'il n'existe. Les travaux de préfiguration du Centre de ressources ont commencé dès mai 2005, et le vote décisionnel a eu lieu le 15 octobre 2006, sur la base d'une délibération finalisée deux mois avant, comme c'est le cas pour toutes les délibérations prises en conseil régional. De plus, le conseil régional n'a pas à décider qui doit représenter les acteurs de l'économie solidaire. Il y a aujourd'hui deux associations qui coordonnent une partie de l'économie solidaire, mais une grande partie de ce secteur n'est toujours pas coordonnée. Nous n'avons donc pas à choisir mais à donner une place à toutes les voix de l'économie solidaire. Nous avons tenté de trouver une solution qui permette à chacun de ces acteurs de participer aux travaux tout en conservant ses

préoccupations d'ordre politique, au sens noble du terme, qu'il revendique une institutionnalisation ou non. Le secteur institutionnalisé (la Cres) dispose d'une représentation de droit, celui qui ne souhaite pas s'institutionnaliser dispose d'une représentation élective.

Mais pourquoi mettre en concurrence l'économie solidaire avec d'autres organisations dans un troisième collège qui ne peut proposer l'un de ses membres au poste de vice-président ?
Que craint l'économie solidaire ? Les relations au sein du centre de ressources ne seront pas de concurrence, mais de coopération, et il est hors de question de donner une double représentation à certains acteurs. Le conseil régional, tout comme la Chambre régionale de l'économie sociale, a la ferme volonté d'être utile à l'apparition et à la structuration de l'économie solidaire, mais nous sommes conscients que nous ne pouvons pas le décréter

et qu'aucun acteur de l'économie solidaire ne peut se dire aujourd'hui représentatif de tout le secteur. Le mode électif s'est imposé pour le troisième collège, pour ne rien perdre de la diversité des acteurs. De plus, on peut apprécier que l'économie sociale ait exprimé sa solidarité avec l'économie solidaire en lui donnant une représentation. Et nous pouvons espérer que cela ira plus loin, notamment

avec des avancées en termes de financement. Les interrogations exprimées dans *Politis* ont certes déclenché un débat. Il a démontré que les acteurs sont attachés au succès de ce centre de ressources. Nous avons ainsi décidé d'installer rapidement l'association de manière à pouvoir la financer dès 2006 et, pour rassurer tous les acteurs, de leur laisser le temps de construire des listes. Ils ont ainsi jusqu'au 15 mars 2007 pour construire une représentation équilibrée. C'est la première fois qu'un conseil régional s'engage à ce point aux côtés de l'économie sociale et solidaire. Aucune agence n'a eu autant de moyens. Nous souhaitons mettre en place cet outil qui permettra de rattraper le retard de l'Île-de-France et de donner à l'économie sociale et solidaire toute la place qu'elle mérite. Ce centre aura cinq missions : documentaire, accueil du public et orientation des porteurs de projets, animation des acteurs, communication pour sensibiliser le grand public, et recherche. Cette structure devrait aider à révéler le potentiel d'emplois de tous niveaux professionnels, le vivier d'activités d'initiative citoyenne, et populariser l'économie sociale et solidaire en Île-de-France.

PROPOS RECUEILLIS PAR THIERRY BRUN

(1) L'assemblée générale constitutive doit se tenir le 15 novembre au conseil régional d'Île-de-France.



APR

Le bloc-notes

DE BERNARD LANGLOIS



LES MOTS POUR LE DIRE

« Vous qui êtes journaliste... » Quand un interlocuteur commence comme ça, je me méfie toujours. On va me demander d'avoir un avis, comme si de faire ce métier vous obligeait d'en avoir un sur tout. C'est vrai qu'un journaliste est censé passer son temps à examiner le monde à la loupe, qu'il est payé pour s'intéresser de près à ce qui est intéressant pour tous, qu'il a, en principe, des « sources » que les autres n'ont pas. Et puis, un chroniqueur est fait pour chroniquer. C'est-à-dire livrer des opinions, avoir un point de vue sur l'événement qui passe...

Si vous saviez comme c'est stressant, la vie de chroniqueur ! Surtout un chroniqueur retraité, comme moi, qui vit au fin fond de sa campagne, loin de la rumeur parisienne et des dîners en ville, avec comme seules sources celles du plateau de Millevaches...

Que vais-je bien pouvoir leur raconter, cette semaine, à mes chers lecteurs ? Pour moi, la question se pose à partir du jeudi. Lundi soir, j'ai expédié ma copie, je m'offre un whisky, je décomprime. Mardi, mercredi : mes jours peignards. Du temps pour le farniente, les balades, les copains, la lecture pour le plaisir, au coin du feu... Dès jeudi, je commence à me prendre la tête : trouver un sujet, un « angle » (dans ce boulot, tout est dans l'angle, hein !). Commencer à éplucher les journaux, qui dorment en tas sur le bureau. À feuilleter les nouveaux bouquins que l'aimable postière me livre presque chaque jour que Dieu fait (un supplice, les livres : je m'efforce d'en signaler chaque semaine quelques-uns à votre attention. Mais combien qui passent à la trappe, qui ne demanderaient pourtant qu'à trouver leurs lecteurs ? Regrets, et remords, quand on pense aux auteurs, aux éditeurs, aux espoirs qu'ils ont mis en votre aimable attention...). Vendredi, samedi, dimanche surtout : jours sombres. Surf non-stop sur le ouëbe, écoute frénétique des radios, des télé, zapping permanent entre les émissions de débats, histoire de ne rien louper qui puisse

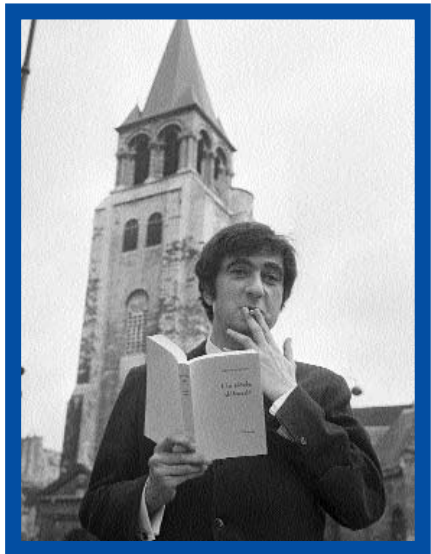
nourrir (on reste souvent sur sa faim) ce fichu bloc-notes. Lundi au clavier, on rédige. Fermé pour tout le monde, ne pas déranger.

Alors, trouver les mots pour dire, quand on a souvent l'impression d'avoir déjà tout rabâché, vu que c'est toujours un peu la même chose, ce monde qui va si mal...

PRONOSTICS

« Vous qui êtes journaliste... » Pire que de devoir livrer des avis, être sommé de faire aussi des pronostics. Alors, au PS, Ségolène ou pas ? Un tour ou deux tours ? Et comme challenger, Fabius ou Strauss-Kahn ?

Mais lâchez-moi, je n'en sais foutre rien ! Je laisse les prévisions aux cartomanciennes, astrologues et autres spécialistes du marc de café. On verra bien. Tout ce que je sais, c'est que les sondages ne signifient pas grand-chose, puisqu'ils portent sur les sympathisants et que ce sont les militants qui votent. Tout ce que je constate, c'est que la chasse à la Pimprenelle du Poitou bat son plein, que tous les coups bas sont permis, que la tension monte à l'approche du verdict, que l'into tox marche à fond la caisse. Je suis comme vous, je marche au doigt mouillé (comme la langue de Jack, « prêt à lécher les timbres » de la favorite, jamais lassé d'avoir des désirs d'avenir...). Comme vous, j'ai entendu les sifflets du Zénith, montés d'une salle bien « faite », semble-t-il, par les copains de l'êlu de Sarcelles (1). Comme vous, je constate le forcing du candidat « social-démocrate », relayé par une presse complaisante qui se garde bien de lui poser les questions qui fâchent (celle-ci, par exemple : « Vous levez-vous toujours tous les matins en vous demandant en quoi vous pourrez être utile à l'État d'Israël ? » Désolé, pour moi, ça reste une question cruciale ; surtout en ce moment, où l'on massacre comme jamais à Gaza et où l'extrême droite s'installe au gouvernement de l'État hébreu : Liberman fait



moins scandale que naguère Haider en Autriche, vous l'aviez noté ?), et je relève – ce n'est qu'une rumeur, mais d'une « source » que je crois fiable – que quelques ténors de notre profession, réputés « de gauche » et sionistes notoires, se laissent aller (en privé) à jurer de voter Sarkozy si DSK n'est pas choisi pour porter les couleurs du PS !

Ça donne à réfléchir, non ?

TIERCÉ

Donc, pas de pronostic.

Juste un peu de raisonnement. Au cas où Ségolène Royal ne serait pas désignée dès le premier tour (ce qui est possible, sinon probable), l'examen des forces internes au PS devrait plutôt faire conclure à un challenger Fabius – qui est tout de même à la tête d'un réseau structuré de longue date pesant plus de 20 % du parti, encore renforcé par les dissidents de chez Montebourg et les militants « nonistes » comme Filoche (2) ou Dollez ; à l'inverse, les pro-Strauss-Kahn ne disposent que des ex-rocardiens (pas tous) et ne sont nullement assurés du ralliement de Jospin et des jospinistes, peu enclins à lui pardonner le dédain avec lequel il a traité l'ancien Premier ministre lors de son tour de piste exploratoire... Le tiercé dans l'ordre devrait donc être (logiquement) : 1- Royal, 2- Fabius, 3- Strauss-Kahn. Ce qui aurait au moins le mérite d'un affrontement clair au deuxième tour (si deuxième tour...) entre une « oui-iste » convaincue et un « noniste » affiché. Mais j'dis ça, j'dis rien !

AILLEURS

Quant à mon choix personnel, il me porte ailleurs, comme on sait.

Et j'espère encore que les forces de la gauche radicale finiront par se mettre d'accord sur le nom de leur candidat(e). Il faudra pour ça dépasser les intérêts de boutiques des uns et des autres, notamment du PCF et de la LCR. Espérons que la pression des collectifs de base, qui devrait s'exprimer avec force au grand meeting unitaire de ce lundi, au Mans, le permettra. Je me moque un peu de savoir quel nom sortira du chapeau, pour peu qu'il en sorte un ou une et qu'il soit le porte-voix des vrais antilibéraux dans cette campagne présidentielle qui en ouvrira une autre, celle des législatives, plus facile à gérer. Et non ! Aucun pronostic !

BERNARD FRANK

Et à propos de chroniqueur : nous venons d'en perdre un, et pas des plus mauvais : Bernard Frank. Il ne faisait guère dans la politique (encore que...), mais dans les livres, la littérature, son domaine d'excellence, et accessoirement l'art de vivre, les grands vins, la bonne table.

C'est du reste à table, dans un restaurant – un



bon, forcément – que cet hédoniste, ce sybarite talentueux et faux cossard, est mort, à 77 ans, foudroyé par une crise cardiaque (que rêver de mieux ?). Selon le commensal de ces ultimes agapes, m'apprend Daniel Schneidermann, qui lui rend hommage sur son blog (3), il s'est écroulé en parlant politique, de la présidentielle sans doute (lui a-t-on demandé un pronostic ?). Mais on imagine mal que ce soit la cause de ce triste effet : ce gros nounours placide n'était pas du genre à s'échauffer pour des choses aussi futiles. On le regrettera beaucoup, nous ses lecteurs : sa chronique (dans *L'Obs*) était un régal hebdomadaire. Comme le dit fort bien son vieil ami Jean-Paul Kauffmann (qui m'a fait connaître et aimer les livres de Frank), il avait une « façon inimitable de raconter, de mettre en scène des personnages, des faits, de prendre les sentiers de côté, les déviations, sans jamais perdre le fil du sujet. Ses pages sur Rousseau, Flaubert, Drieu, le bordeaux pétillent de perspicacité, d'imprévu et d'à-propos. Il se gardait comme la peste de l'esprit de sérieux. » Ah ! L'esprit de sérieux, s'en garde-t-on jamais assez, cher Jean-Paul...

Cet adieu est à lire aussi sur le Big Bang Blog. Lire aussi, et surtout, les livres de Frank : *Géographie universelle, les Rats* (1953, la Table ronde), *Solde* (1980, Flammarion). Et sa dernière chronique, dans *Le Nouvel Obs* de jeudi prochain...

LES RISQUES DU MÉTIER

Et puisque nous parlons des journalistes, un mot sur les risques du métier. Pas de comparaison, bien sûr, entre ceux que nous courons ici, en France, et ceux de tant de nos confrères, dans tant de pays où la liberté de la presse est un rêve, où la prison, voire la mort, est parfois au rendez-vous d'une curiosité professionnelle jugée malséante. Ce serait obscène, quand on vient à peine d'enterrer, à Moscou, Anna Politkovskaïa ; quand on vient d'apprendre la mort par balles de Brad Will, ce cameraman américain

qui couvrait la répression d'Oaxaca, au Mexique...

Nos risques à nous sont désagréments, entraves, censures, pressions, intimidations. Parfois chômage, au pire. De petites histoires ordinaires, comme celle que raconte Frédéric Happe, de l'AFP (trouvé aussi sur le BBB), obligé sur pression insistante du service de presse d'un ministre de pondre une dépêche sur des propos d'icelui, qu'il jugeait sans intérêt ; ou, plus grave, celle de cette autre journaliste de la même agence, Raphaëlle Picard, quasiment frappée d'interdit professionnel pour une couverture de l'intervention policière aux Mureaux, qui n'a pas eu l'heur de plaire à la hiérarchie policière : « Tout porte à croire qu'un certain nombre de responsables, au parquet et dans l'appareil policier, ont décidé de faire payer à notre confrère ce reportage parfaitement inattaquable d'un point de vue journalistique, en la privant depuis plusieurs semaines d'informations », protestent les syndicats de journalistes dans un communiqué commun. « Faudra-t-il donc désormais, pour être autorisé à travailler, ne diffuser que la bonne parole du ministère de l'Intérieur ? », se demande notre confrère Olivier Bonnet, qui rapporte cette histoire dans son blog, Plume de presse (4). Que dire enfin des ennuis récurrents de Denis Robert, le révélateur de l'affaire Clearstream, toujours confronté à des procès en série, et dont le parquet de Paris vient de réclamer la mise en examen dans l'enquête judiciaire en cours sur le corbeau et les faux listings (l'affaire dans l'affaire) – où semble-t-il du reste que la « victime », Nicolas Sarkozy, en savait plus long et depuis plus longtemps qu'il n'a bien voulu le dire... – ? Faute de démêler le vrai du faux, dans ce pot au noir où barbotent les plus hautes autorités de l'État, en compagnie de marchands d'armes et de fonctionnaires des services plus ou moins secrets, haro sur le journaliste-écrivain, par qui le scandale arrive !

Des détails sur le blog de Denis (5), que vous pouvez soutenir aussi en achetant son

dernier livre, *Dominations* : ouvrage de combat, mais aussi très bel objet qui croise les mots de l'écrivain et les dessins et peintures d'un talentueux artiste-peintre, Philippe Pasquet (6). Idée de cadeau originale, à l'approche des fêtes !

Comme l'est aussi, c'est une piqûre de rappel, *l'Agenda littéraire 2007 du Père Ubu*, savamment et joyeusement concocté par l'ami Bouchardeau à l'occasion du centenaire de la mort de Jarry (7). Et j'espère bien que mes petits camarades, là-haut, tout occupés à compter vos sous (merci, merci, on touche au but !) et à lire vos messages de soutien, vont vous montrer la couverture, cette fois.

Merdre alors !

B. L.

(1) Qui habite Neuilly quand il n'est pas dans son palace marocain, faut tout de même pas pousser trop loin l'amour du peuple, hein ! Je relève, car ça m'exaspère de l'entendre toujours évoquer « sa » ville de Sarcelles, où il met les pieds le moins possible (je sais, ce n'est pas le seul dans ce cas, mais le Kennedillon français me court vraiment sur le haricot...).

(2) Lequel vient de sortir un nouvel essai, où il répond à la provocation de Laurence Parisot, la patronne des patrons, dans une tribune du Figaro : « La vie, la santé, l'amour sont précaires. Pourquoi le travail ne le serait-il pas ? » Faut-il brûler le Code du travail ? Lui rétorque l'inspecteur Filoche, qui analyse la déconstruction de cent cinquante ans d'histoire républicaine et sociale (Éditions J.-C. Gawsewitch, 285 p., 18,90 euros).

(3) <http://www.bigbangblog.net>

(4) <http://olivierbonnet.canalblog.com>

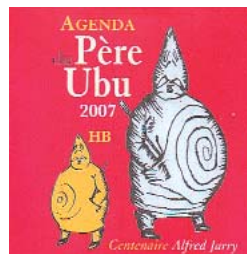
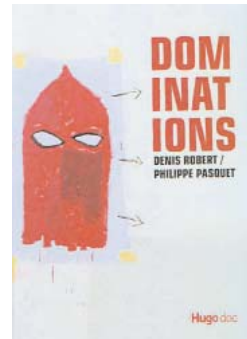
(5) <http://ladorinationdumonde.blogspot.com>

(6) *Dominations*, Denis Robert, Philippe Pasquet, Hugo et Compagnie, « Hugo doc », 128 p., 30 euros.

(7) *Commande* (25 euros) : HB éditions, 6, rue Saint-Mary BP 49, 04301 Forcalquier, tél./fax : 04 92 75 21 00, www.hb-editions.fr

pol-bl-bn@wanadoo.fr

Pas de comparaison entre les risques du métier de journaliste, ici, en France, et dans tant de pays où la liberté de la presse est un rêve. Ce serait obscène, quand on vient d'apprendre la mort par balles de Brad Will, ce cameraman américain qui couvrait la répression d'Oaxaca au Mexique...



QUAND VOUS ÊTES IMMOBILISÉ,
VOS ENFANTS ONT-ILS PLUS BESOIN
D'UN CHÈQUE OU D'UN REPAS ?



▶ ASSISTANCE À DOMICILE

Notre contrat Raqvam, vie quotidienne et habitation, prévoit en plus de l'indemnisation du sinistre, un ensemble de solutions concrètes adaptées à vos besoins, comme par exemple une assistance à domicile en cas de sinistre corporel.
Pour nous, c'est ça être assureur militant.



Pour tous nos contrats : www.maif.fr ou N° Azur 0 810 500 810 - PRIX D'UN APPEL LOCAL